



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

«Les femmes qui veulent être les égales
de l'homme manquent d'ambition»
(Anonyme).



Sexe, genre, égalité ?



M 02137 - 1718 - F: 2,00 €



Un monde toujours plus rapide ? PAGE 10



C'est l'histoire d'une petite fille. C'est son premier jour d'école. Elle en a longtemps rêvé: enfin, elle va apprendre à lire! Elle se voit déjà piocher dans la bibliothèque familiale pour découvrir le monde en attendant d'avoir l'âge de pouvoir le découvrir par elle-même. Au début, elle est très accaparée par l'apprentissage de la lecture. Cependant, elle remarque peu à peu que lorsqu'elle pose des questions, l'instituteur lui demande toujours d'attendre, alors que les petits garçons de la classe peuvent interrompre les filles sans difficultés. Elle remarque qu'elle est plus fréquemment louée pour son bon comportement de petite fille sage que pour ses résultats scolaires pourtant excellents. Lorsqu'un de ses devoirs est moins bon, le professeur lui met quand même une bonne note, car il sait bien qu'elle est gentille et appliquée. Dans la cour de récréation, on lui dit de faire attention, de ne pas courir, de ne pas se salir. On lui dit de faire attention aux autres, surtout aux garçons qui, eux, ne font pas attention. Elle doit aussi apprendre à partager, à aider les autres, à se rendre utile. Les années passent. Au fil des leçons, elle découvre le monde: un monde où le masculin est la mesure de tout. Où les femmes, qui constituent la moitié de l'humanité, semblent minoritaires. Elle apprend à se taire, sauf si on l'interroge. À être discrète surtout, à ne pas se mettre en avant de peur d'être appelée «Mademoiselle-je-sais-tout». Si elle réussit, c'est avant tout grâce à son sérieux, bien plus que son intelligence qui ne semble pas intéresser grand monde. Elle s'en moque. Elle lit toujours autant mais choisit elle-même ses lectures. Cela fait longtemps que la bibliothèque familiale ne l'intéresse plus. Elle rêve toujours du monde et d'indépendance. Et c'est comme ça qu'elle est devenue anarchiste.

Actualité

- Tondeurs ou tondu** par Juanito, page 3
Quel genre? par P. Schindler, page 4
Gender studies, par M. Joffrin page 5
Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6
La retraite toujours d'actualité, par H. Roveili, page 7
Vous avez dit réhabilités? par P. Sommermeyer, page 8
La fiscalité pour les nuls, par Mato-Topé, page 9

Arguments

- Le temps s'écoule**, par J.-P. Tertrais, page 10
Experts et science, par L. Gallopavo, page 12

International

- À la recherche d'un vieil Antonio (4)**, par G. Goutte, page 14

Histoire

- Sport et anarchie**, par Agustin Guillamon, page 16

A voir, à lire

- Anarchiste et Grand Palais**, par M. Joffrin, page 18
Des poupées et des hommes, par Potkine, page 20
Aux sources de l'utopie numérique, par Alexis, page 21

Illustrations

- Aurélio, FYD, Krokaga, Manolo Prolo, Valère**

Tarifs

(hors-série inclus)

- 3 mois, 12 n^{os} hebdos, 1 n^o hors série, les gratuits 25 €
6 mois, 18 n^{os} hebdos, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits 50 €
1 an, 35 n^{os} hebdos, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France et étranger

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Quand les **tondeurs** se font appeler « **Tondus** »



APRÈS LES «PIGEONS» et les «Poussins», ces mouvements de petits patrons défendant la micro-exploitation, voilà que des patrons plus replets nous pondent le mouvement des Tondus. Ces tondeurs détournent le plus élémentaire des constats du socialisme révolutionnaire, celui de la mise en esclavage de tous, celui de l'exploitation généralisée des activités collectives au profit de l'accumulation privative capitaliste, pour la seule satisfaction de la lamentable et dérisoire prétention de quelques merdes humaines à monopoliser les décisions qui devraient être collectives.

Ce seraient donc les patrons qui seraient les exploités, les «Tondus». Ce serait drôle si ce n'était révélateur d'une offensive massive du patronat et de l'État contre le prolétariat, à coups de louanges éhontées de la croissance du Capital, de l'emploi d'esclaves salariés, de la productivité nationale, broyant toujours plus les humains de tous les coins de la planète sous les exigences de la machinerie du profit.

Face à de telles usurpations cyniques du vocabulaire de la lutte sociale, en parallèle des manipulations grossières de l'extrême droite fascisante qui se fait passer pour le socialisme du XXI^e siècle, il n'y a guère plus de réponse et d'autodéfense du prolétariat. Les bureaucraties syndicales, toutes installées et calcifiées qu'elles

sont dans la cogestion de la dépossession collective, ont repris pour elles-mêmes ces mots d'ordre de l'emploi, de la croissance, de la productivité française. Qu'on le veuille ou non, le capitalisme ne se maintient qu'en étendant la dépossession, et cela va jusqu'au vocabulaire même de la lutte des exploités!

Depuis quelques mois, plus de 300 000 patrons d'entreprises de toute taille s'agrègent autour de la revendication principale du fondateur de l'association des Tondus, Guillaume De Thomas, propriétaire plein aux as de plusieurs saunas libertins, faisant aussi dans le commerce. Un business juteux semble-t-il mais voilà, les capitalistes n'en ont jamais assez. Depuis juillet, ces patrons refusent de payer la part patronale des cotisations sociales, qui empêcherait la création d'emplois (3,4 millions, selon De Thomas). C'est bien connu, les médias nous le répètent assez: s'il n'y a pas de boulot, c'est de notre faute. Même les miettes d'allocations qu'on consent à nous jeter sont de trop, désormais.

Vu la mansuétude des autorités à l'égard de ces patrons revendiquant le droit de raser gratis, et la diffusion de leur propagande aussi grossière que répugnante par des médias complaisants les faisant passer pour des rebelles, ils auraient tort de se priver d'exiger plus de leurs

complices gouvernementaux. Ceux-ci sont déjà prodigues en défiscalisations patronales tous azimuts. Hier à Poitiers, Guillaume De Thomas a ainsi annoncé que les Tondus refuseraient désormais de verser la cotisation foncière des entreprises ainsi que la taxe foncière, histoire de sabrer un peu plus les moyens sociaux des collectivités locales. Ben voyons. À quand le retour du vieil esclavage *old school*? Au moins, les choses étaient plus claires...

Or la part patronale des cotisations sociales est une partie pleine et entière du salaire, dans son versant «socialisé», contribuant directement à financer les branches maladie, chômage et retraite, ainsi que les allocations familiales.

Le mouvement des Tondus n'est qu'un aspect médiatisé, version trash, de l'attaque frontale actuelle contre le prolétariat, pour faire baisser encore plus drastiquement les salaires, histoire de maintenir sous perfusion le profit capitaliste.

Ces réacs assumés, «rebelles» en peau de lapin à poil ras comme ceux de la Manif pour tous, imitent la tradition des mouvements sociaux (manifestations, pétitions, désobéissance...) pour se faire passer pour des contestataires, alors qu'ils sont dans un discours réactionnaire et bourgeois des plus puants.

Nous ne rentrerons pas ici dans le pseudo-débat sur une gestion plus juste ou humaine du capitalisme, que nous laissons à la gauche et à la droite du capital. Nous ne voulons pas d'un retour au compromis avec le patronat. En revanche, nous pourrions reprendre la balle au bond. Ces patrons, en se désignant eux-mêmes comme «Tondus», ne nous incitent-ils pas à nous armer de ciseaux? Ces exploités de la force de travail collective ne veulent plus payer la part patronale des cotisations sociales? Ils ne veulent plus même faire semblant de contribuer au maintien de cette paix sociale faite pour neutraliser les luttes? Après nous avoir réduits en steaks hachés, ils prétendent nous transformer en jus de viande sans plus se justifier d'aucun prétexte?

Eh bien pratiquons la seule réponse qui soit légitime: celle consistant à nous débarrasser des patrons, à les exproprier à tout jamais, eux, les gouvernants, et tous leurs mots d'ordre puant le pognon, pour gérer enfin nous-mêmes nos affaires et produire pour nous-mêmes ce dont nous avons besoin.

Juanito

Groupe Pavillon Noir de la Fédération anarchiste

Ayrault, nouvel « héros » de la famille ?

AVEC L'ÉLARGISSEMENT du mariage civil à tous, la gôche gouvernementale avait quelque peu redoré son blason sociétal et remercié ainsi les LGBT qui avaient voté pour elle. De la pure politique politicienne, en somme. Mais, après avoir caressé le flanc des homos d'une main, il fallait bien rétablir l'équilibre et caresser l'autre flanc, celui des familles classiques. En effet, après leur avoir annoncé l'abaissement du plafond du quotient familial et la suppression de la réduction d'impôt sur les frais de scolarité, comment calmer ces dernières ? Premièrement, par des mots apaisants : « Dire que nous ne menons pas une politique pour la famille est un mauvais procès [...] le gouvernement aime les familles, toutes les familles », à dernièrement précisé Jean-Marc Ayrault, lors d'une conférence de presse. Pour autant, interrogé sur la PMA, alors que des parlementaires de la majorité ont prévu de déposer des amendements la rendant accessible aux couples de femmes, le Premier ministre, se voulant rassurant, a précisé « ne pas travailler dans l'urgence » sur cette question. Tu m'étonnes ! Et d'ajouter : « Je vous rappelle que le gouvernement a choisi de ne pas traiter de cette question dans la loi sur le mariage pour tous. Il s'agit d'un sujet lourd, qui soulève des questions éthiques. Nous avons annoncé notre choix d'attendre l'avis du Comité consultatif national d'éthique prévu en 2014. Sur ces sujets, il faut chercher le consensus et ne pas travailler dans l'urgence. »

Le sujet peut peser sur les votes, surtout durant les prochaines municipales où les militants de la « manif pour tous » (ou plus exactement, les anti-mariage pour tous) ont promis de se présenter individuellement pour rafler les places des socialistes, en s'alliant avec les populistes, les intégristes et fachos de tous poils, justement sur le thème de la PMA et de la théorie du genre à l'école. Du coup, interrogé sur ce sujet, Jean-Marc Ayrault est formel : « Il n'est pas question d'un enseignement sur la théorie du genre, pas plus dans les programmes scolaires que dans la formation des enseignants. » Le ministre de l'Éducation nationale, pour « lutter contre les stéréotypes », a tout juste consenti du bout des lèvres à aborder à l'école le « partage équilibré des tâches familiales entre les parents ». Quelle audace en 2013 !

Pendant ce temps-là, devant les hésitations puis le recul du gouvernement, la théorie du genre est devenue le nouveau cheval de bataille des opposants au mariage homo, qui craignent qu'elle ne soit enseignée dans les écoles. Et les réacs de la « manif pour tous » de

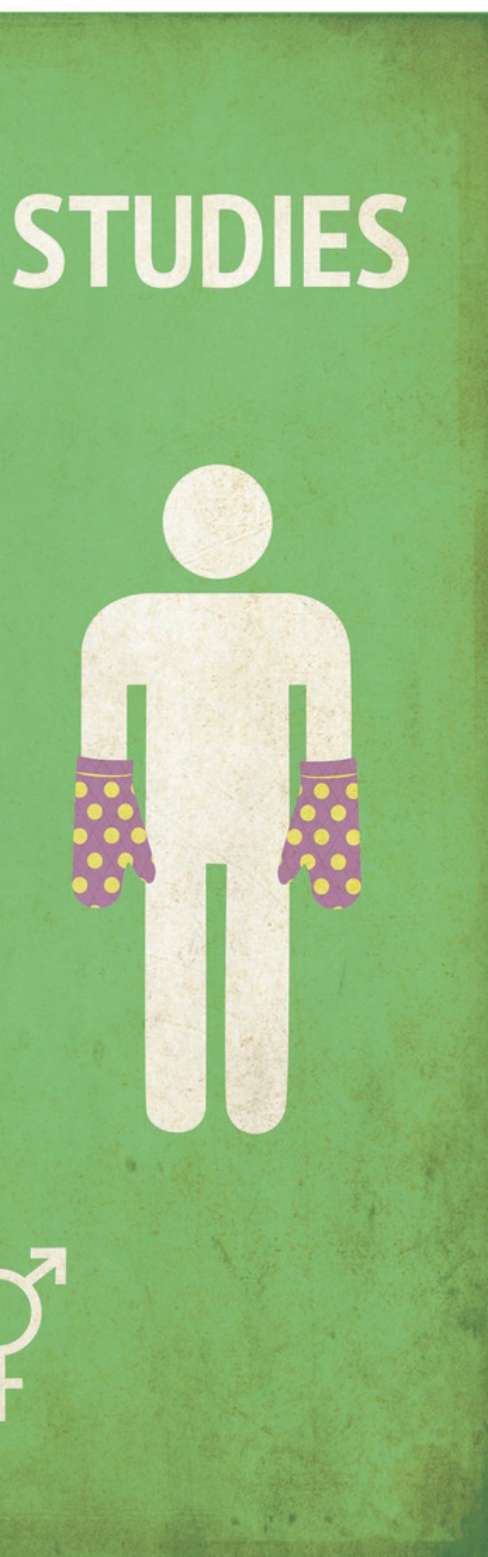
verser dans l'organisation de « comités de vigilance », qu'ils ont prudemment nommés « observatoires », afin « d'inviter les familles à un dialogue avec les chefs d'établissements, car il faut être attentif à ce qui est enseigné », paranoïent encore ces derniers... Eh oui, des fois que les professeurs des écoles apprennent aux petites filles qu'elles ne sont pas uniquement faites pour faire et élever les bébés et que les petits garçons ne sont pas forcément destinés à faire la guerre, mais que les petites filles peuvent très bien s'épanouir avec une autre petite fille et kif-kif pour les petits garçons, voire s'ils le souhaitent avoir quand même des bébés ou encore pire... changer d'identité sexuelle. Où allons-nous, divine décadence ? D'ailleurs, côté divin, comme par hasard, il y a quelques mois, le pape martelait à qui voulait bien l'entendre : « Les chrétiens doivent dire non à la théorie du genre et oui à l'alliance homme-femme dans le mariage », refusant une « anthropologie sur fond athée [...] puisque la réciprocité entre masculin et féminin est l'expression de la beauté de la nature voulue par le Créateur. » Une phrase aussi belle que du Claudel ! Jean-Marc Ayrault aurait-il subi le même sort qu'Ulysse écoutant chanter les sirènes mystiques de Rome, relayées par les lobbyistes anti-genres sévissant au pays de la fille aînée de l'Église ? Car tout ça reste bien français. En effet, outre-Rhin, à partir du 1^{er} novembre prochain, l'Allemagne deviendra le premier pays européen à proposer officiellement la possibilité d'inscrire un sexe indéterminé aux nourrissons sur leur certificat de naissance. Les bébés intersexuels, c'est-à-dire ceux qui présentent une ambiguïté sexuelle constitutive, provenant d'une anomalie dans le déterminisme des gonades (ovaires et testicules) ou dans la différenciation des organes génitaux, pourront en effet être déclarés indéterminés à leur naissance. Le pape peut-il nous dire si ces derniers finiront, pour non-conformité au genre, au paradis ou bien s'ils brûleront éternellement en enfer ?

Patrick Schindler

*Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste*



Gender studies



AUX États-Unis puis en France, comme dans de nombreux autres pays, on assiste, depuis les années 1980, à une multiplication des travaux, dans tous les domaines des sciences humaines et sociales, analysant les différences de traitement entre l'homme et la femme, et leurs rôles tels qu'ils sont déterminés par la société. Dans les années 1960-1970, les mouvements féministes américains cherchent à faire entendre leur voix au sein des institutions de recherche, de leurs revues et éditions. Les *women's studies* se développent, liées en grande partie au féminisme « radical » teinté de différencialisme.

Le psychologue Robert Stoller popularise en 1968 l'idée qu'il n'existe pas de correspondance entre le genre (masculin/féminin) et le sexe (homme/femme). En 1972, la sociologue Ann Oakley renvoie, quant à elle, le sexe au domaine du biologique et le genre au domaine du culturel. Le rapprochement entre les femmes et la nature, du fait de leurs facultés reproductives, alors que les hommes seraient du côté de la culture, est récusé. Le genre doit être pensé comme une construction sociale. Une fois le genre distingué du sexe, les chercheurs se concentrent sur les rapports entre l'homme et la femme. L'historienne Joan W. Scott nous incite à voir plus loin qu'une simple opposition. Si le masculin et le féminin s'opposent, c'est parce que se jouent entre eux des rapports de pouvoir où l'un domine l'autre.

Le genre peut être défini comme un ensemble de rôles fixés par la société et culturellement variables que les hommes et les femmes jouent dans leur vie quotidienne. Il fait référence à la relation structurellement inégalitaire entre les hommes et les femmes, telle qu'elle se manifeste au niveau micro (au sein de la famille) et au niveau macro (par exemple, sur le marché du travail). Il prend racine dans les valeurs traditionnelles observées par nos différentes sociétés, et a des répercussions sur la loi et les politiques de développement de nos pays. Le genre est une notion dynamique ; il subit l'influence des mutations sociales. Cependant, bien que le genre soit une notion très variable, il renferme un dénominateur commun : l'oppression universelle des femmes ainsi que des gays, lesbiennes et transgenres.

L'approche par le genre se fonde sur le principe de l'égalité entre les sexes et s'appuie sur les constats suivants :

- Les rôles des femmes et des hommes sont socialement construits et ne relèvent pas uniquement de la biologie. Les fonctions physio-

logiques et biologiques ont longtemps servi, et servent encore, à justifier la division du travail et les différences entre hommes et femmes, mais la division du travail elle-même n'est ni naturelle ni biologique. Les distinctions entre « masculinité » et « féminité » ne sont pas non plus naturelles : elles varient selon les pays, les régions, les cultures et les religions, et peuvent changer au cours de l'histoire.

- Actuellement, le travail quotidien des hommes et des femmes, leur accès aux ressources, leur participation à la vie politique, leur expérience de la violence, leur capacité d'exercer leurs droits diffèrent toujours selon qu'ils appartiennent à l'un ou l'autre sexe.

- Les rapports sociaux de sexe et les rôles assignés aux femmes et aux hommes sont en grande partie déterminés par les structures économiques, la nature de l'État et ses orientations sociales, la religion, la culture, ainsi que par les rapports étroits qu'entretiennent tous ces éléments, rapports qui peuvent eux-mêmes changer.

- Les femmes, tout comme les hommes, ne forment pas un groupe homogène et monolithique.

- La discrimination exercée à l'endroit des femmes et l'oppression qu'elles subissent sont systémiques et se manifestent non seulement dans les relations interpersonnelles, mais aussi dans les structures et le fonctionnement des institutions, dans les relations familiales telles que régies par le droit, aussi bien que *de facto*.

Le concept de genre a réellement commencé à se diffuser en France au milieu des années 1990. Durant les années 1980, l'université française cherchait à se prémunir contre le militantisme, les *gender studies* avaient mauvaise presse. L'approche du genre s'appuie sur l'ensemble de l'organisation sociale de la vie économique et politique. Les détracteurs des *gender studies*, et ils sont encore nombreux, parlent d'« idéologie du genre ». Les études de genre ne sont ni une idéologie ni une théorie mais un outil d'analyse qui vise à révéler les différences sociales et les inégalités dans les relations entre les hommes et les femmes, un concept rationnel orienté vers une nouvelle forme de socialisation plus égalitaire.

Marie Joffrin

Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

Brèves de combat

Grèce

Quatre des six députés du parti néonazi Aube dorée ont comparu devant deux juges d'instruction. Ils sont inculpés d'appartenance à une organisation criminelle. Un seul d'entre eux a été maintenu en détention, Iannis Logos. Les trois autres députés interrogés vont être libérés sous contrôle judiciaire. Leurs billets pour l'Amérique du Sud sont déjà prêts ?

Coup de massue pour Greenpeace

La justice russe a prononcé les premières inculpations pour «piraterie», à l'encontre des 30 militants de Greenpeace arrêtés après une action contre une plateforme pétrolière située dans l'Arctique. Ils encourent jusqu'à quinze ans de prison...

Tiens, tiens !

Pôle emploi vient d'annoncer qu'une «grave défaillance» chez l'opérateur de téléphonie SFR l'a conduit à surévaluer la baisse du nombre de demandeurs d'emploi cet été... Heureusement que le Canard enchaîné veille !

Troisième Marche des «salopes»

Plusieurs centaines de manifestants et manifestantes ont participé, dans plusieurs villes de France à la troisième Marche des «salopes» (Slutwalk) pour protester contre la culpabilisation des victimes d'agressions sexuelles. Cette marche a été initiée en 2011 à Toronto, au

Météo syndicale

«L'ASSEMBLÉE NATIONALE débattrà à partir du 7 octobre du très mauvais projet de la loi du gouvernement sur les retraites. Ensuite viendra le débat sur la loi de financement 2014 de la Sécurité sociale qui concerne l'assurance maladie, l'hôpital public. Il s'agit d'enjeux de société : droits universels aux soins et à la santé, droit à une retraite permettant de vivre dignement.» Ainsi s'exprimaient dernièrement des retraités CGT dans Retraite active. Certes des lectrices et lecteurs du Monde libertaire pourraient trouver que parler de choses qui se passent à l'aquarium n'est pas de bon aloi. Pourtant, tout en réitérant notre abstentionnisme militant, quand des lois sont votées, on les subit, on se les cogne !

Alors on s'acheminerait vers un front syndical uni des retraités (voire plus...) en ce mois d'octobre tristounet ? On verra bien, mais sûr qu'il faudra dépasser les bavettes avec les parlementaires et les tartes à la crème des différents miroirs aux alouettes. Pour enfin renverser la marmite...

Il est bien loin le temps où la jeune CGT qualifiait les premières retraites de «primes à la mort». Quelques explications : quand en 1910 (le 5 avril) le gouvernement français proposa une retraite à 65 ans, c'était grosso modo l'âge où la population laborieuse cassait sa pipe, voire avant. Et pour les veuves, le reversement des pensions n'allait pas de soi. D'où la réticence des camarades. Encore dans les années 1960, les retraites étaient «assez maigres» et dans certaines industries on rechignait à quitter le boulot. Comme quoi Ambroise Croizat, ministre communiste du Travail et de la Sécurité sociale à la Libération, n'avait pas la solution miracle¹.

En ce début de XXI^e siècle, vu l'espérance de vie du monde du travail, les retraités syndiqués sont toujours présents et pas seulement pour faire poids dans les manifs. Dans les unions locales où leur expérience est sollicitée... D'où quelques tensions perceptibles au dernier congrès de la CGT, par exemple. La question se pose : quelle doit être la place des retraités dans la vie syndicale ? Dans les structures décisionnelles comme dans les rouages syndicaux, cela prête à débat, c'est le moins qu'on puisse dire !

Jean-Pierre Germain

Groupe Salvador-Seguí de la Fédération anarchiste

1. Historiquement (certes de manière interne), il est connu pour s'être prononcé contre la grève des rotativistes de la presse parisienne en 1947... une autre histoire !



PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Canada, à la suite des propos d'un policier : « Les femmes devraient arrêter de s'habiller comme des salopes si elles ne veulent pas être victimes. » Depuis, des manifestations ont été organisées dans plus de 250 villes dans le monde.

Ces étrangers et nos frères pourtant !

Un fils de Manouche énervé a répliqué à Manuel Valls, après ses déclarations sur les Roms : « Quand on est de gauche, on n'a pas la matraque en guise de cœur. Et celui qui n'a pas de mémoire n'a pas d'avenir ! »

Retraite Une nouvelle réforme et quelques questions

L'ACTUEL PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE prend les patins de son prédécesseur. Les mesures diffèrent mais la logique est la même : l'augmentation du nombre de trimestres pour percevoir une pension à taux plein pour Hollande, le report de l'âge du départ à la retraite pour Sarkozy. La justification de ces mesures est la même : « Nous vivons plus longtemps donc nous devons travailler plus longtemps. » La voilà la grande idée rabâchée à longueur de discours politiques, relayés complaisamment par les médias, mais qui n'est pas sans poser quelques questions.

Sommes-nous sur terre pour bosser jusqu'à notre dernier souffle ?

Pourquoi les citoyens devraient-ils accepter de vivre dans l'unique but de gagner de l'argent pour payer les crédits de la maison et de la voiture, et pour tout transformer en objet de consommation (but désormais ultime de l'existence) ?

N'y aurait-il pas une alternative à cette vie d'efforts et de sacrifices vers la quête de biens matériels ? Pourquoi considérer comme fatale la poursuite des activités professionnelles jusqu'à 62, 63, 64 ans et bientôt 70 ans, et plus si affinités ?

Parmi les contestataires de cette évolution, pourquoi n'entendons-nous pas assez clairement l'affirmation d'une autre vision de la vie ?

N'y a-t-il pas suffisamment de raisons de revendiquer le droit d'être payé sans travailler ?

L'être humain n'a-t-il pas d'autres désirs à satisfaire ?

La société ne devrait-elle pas se donner pour objectif de réveiller les rêves qui sommeillent en chacun d'entre nous ?

Le champ des activités dégagées de tout esprit mercantile, guidées par le sens du partage, n'est-il pas assez large ?

N'est-ce pas plus enrichissant d'accorder une immense partie de son temps à des

domaines aussi variés que la musique, la littérature, la sculpture et bien d'autres arts (pas seulement comme consommateur mais en tant qu'acteur, créateur chacun à son niveau comme il le sent) ; à donner de son temps à ses proches à titre individuel ou dans des associations ou flâner pour méditer ou pour simplement profiter du temps qui passe ?

Et pourquoi toutes ces questions ne se poseraient qu'une fois atteints les 60 ans ?

Où sont les théories économiques de la gauche des années 1970, dite révolutionnaire, assurant que deux heures de travail par jour suffiraient pour le développement de la société et des besoins des hommes (si bien sûr les profits n'étaient plus accaparés par les patrons) ?

C'est à se demander si tous les partis politiques traditionnels de la gauche contestataire et les syndicats ne s'accommodent pas du système et si l'opposition à la nouvelle réforme des retraites ne sera pas une fois encore, que de pure forme ?

Hervé Roveili



Un débat sur la fiscalité

Quelques clés d'explication

Quentin Metsys, *Le Prêteur et sa femme*, 1514.

POUR DONNER L'ILLUSION d'un débat équilibré sur la fiscalité en France, un grand quotidien du soir a, le 25 septembre, fait appel à quatre contributeurs. D'une part, Camille Landais, un jeune et très doué économiste (il est le seul des quatre à avoir soutenu brillamment une thèse en science économique et enseigne à la London School of Economics), qui demande plus de transparence pour obtenir un meilleur consentement à l'impôt. Alors que, par ailleurs, il prône la nécessité d'une révolution fiscale (il est l'auteur avec Thomas Piketty et Emmanuel Saez de *Pour une révolution fiscale. Un impôt sur le revenu pour le XXI^e siècle*). Le moins que l'on puisse dire c'est que sa contribution n'est guère révolutionnaire tant elle devrait aller de soi. D'autre part, à droite, trois contributions de libéraux... En tout bien tout honneur, la star des plateaux TV Élie Cohen, le chien de garde en chef, ouvre le ban. Comme Élie Cohen est prof à l'IEP de Paris, il peut compter sur le soutien des deux autres contributeurs : Mathieu Laine, enseignant à Sciences-po, et Julien Damon, professeur associé à Sciences-po. À moins que ce ne soit lui qui ait suggéré au *Monde* la contribution des deux autres.

Sciences-po n'est que l'appellation marketing que les Instituts d'études politiques (créés en 1946 après la nationalisation de l'École libre des sciences politiques pour, défense de rire, «*démocratiser l'accès aux grands corps de la fonction publique*» dans l'esprit du CNR) ont adopté, à la suite de celui de Paris, pour se distinguer de l'université : le label fait grande école et chic quand l'université fait peuple ! Mais on peut très bien faire des études à l'IEP sans faire de science politique (comme, par exemple, Mathieu Laine titulaire d'un DEA de droit des affaires à Paris II et diplômé de l'IEP de Paris dans la section finance). Cependant, pour les pages débats des quotidiens, la référence «*Sciences-po*» confère sérieux et légitimité.

Professeur associé signifie que l'on a été recruté directement par l'établissement sur la base d'une expérience professionnelle sans nécessairement posséder de diplôme (le diplôme ne fait pas la compétence, son absence encore moins !) : la cooptation est la règle. Et il suffit d'effectuer quelques heures dans l'année pour avoir droit à la légitimante appellation d'enseignant ou de chargé de cours (on ne compte pas, sur les plateaux des TV, les intervenants «*chargés de cours à Sciences-po*», mais on sait, depuis le rapport de la Cour des comptes, que l'IEP Paris recourt abusivement aux intervenants extérieurs à tel point que quelques enseignants statutaires



affectés à l'établissement n'effectuent pas l'intégralité de leur service). Pour obtenir ces heures puis le statut de prof associé, il est indispensable (et très souvent suffisant : le directeur d'un master peut recruter qui il veut) d'avoir l'amitié protectrice d'un mandarin puissant dans la place.

Ancien avocat d'affaires, Mathieu Laine a fondé et dirige Altermind (selon son site : société d'études et de conseil fondée spécialisée dans l'optimisation des stratégies d'entreprises et de gouvernements). Il est éditorialiste au *Figaro* et aux *Echos*. Quant à Julien Damon, ancien élève de l'École supérieure de commerce de Paris, il a fondé et dirige *Éclairs*, une société de conseil dont les principaux clients sont : Veolia environnement, Vinci, la SNCF, EDF, Bouygues immobilier et IBM France). Soit, des profils et des points de vue strictement identiques et interchangeable. La répétition sert à asséner et à marteler l'évidence du catéchisme libéral. Pour faire riche, ces «*scientifiques*» utilisent, sans aucun questionnement, des références et des concepts «*révolutionnaires*» (empruntés à la révolution conservatrice) : Ayn Rand est qualifiée de «*philosophe objectiviste*», Murray Rothbard d'«*anarcho-capitaliste*» et Robert Nozick de «*minarchiste*»... Sans dire, bien sûr, que ces

«*libertariens*» n'étaient opposés à l'État que dans la mesure où, en utilisant l'impôt pour redistribuer (partiellement) la richesse et réduire (encore plus partiellement) les inégalités (voir la situation aux États-Unis !), l'État spolie les riches, porte atteinte au sacro-saint droit de propriété et ouvre la route de la servitude (voir leur bible : *The Road to Serfdom*, de Friedrich Hayek, 1944). En revanche, quand l'État envoie sa police voire son armée contre des salariés, ces «*libertariens*» applaudissent le rétablissement de la liberté du travail et la défense du droit de circulation...

Trois contributions pour dire encore une fois que «*la France ne saisit pas l'urgence d'une réforme*» comme le titre du papier d'Élie Cohen le rappelle. Quelle France ? Quel type de réforme ? L'imprécision conceptuelle, les généralisations approximatives règnent en maître chez ces «*experts*» de «*la théorie économique*» (il n'y en a qu'une et bien sûr elle est libérale !), mais la pensée est limpide et tellement convenue : «*Il faut taxer différemment les revenus du capital et ceux du travail, car le capital constitue de l'épargne qui a déjà été taxée.*» Belle expression de la conception de la justice fiscale des libéraux ! Ainsi va *Le Monde* et nos capacités à être informés !

Mato-Topé

Non, **non** à la réhabilitation !

Tardi, *Putain de guerre !*, 2008.



DONC VOILÀ, il y aura bientôt cent ans, la guerre qui allait modifier profondément le monde occidental débutait. Elle allait durer quatre longues années, d'août 1914 à novembre 1918. Vous aimez les chiffres, vous allez être servi ! En voici quelques-uns piochés sur le site Wikipedia : 60 millions de soldats y prirent part, 9 millions de personnes furent tuées, 20 millions blessées. Nous n'ajouterons pas à cela les victimes de la grippe espagnole ou des révolutions qui éclatèrent en Russie, Allemagne, Hongrie, ni celles du génocide arménien. Cette guerre est honorée, ceux qui y sont tombés au moins, chaque 11 novembre. Monuments, discours, défilés, gerbes de fleurs, sonneries aux morts, tout le rituel fétichiste cérémonial tant républicain que royal s'étale chaque année avec éclat. Pourtant, il y a un petit truc qui fait tache. Quelques centaines de soldats français sont morts, « fusillés pour l'exemple ». Ils sont la mauvaise conscience d'un pays, gauche et droite unies, qui les ont envoyés à la mort. Donc après les lois, décrets, décisions diverses, dont la dernière en date est le mariage dit « pour tous », le pouvoir de gauche va laver cette tache. Enfin disent certains !

Mais que s'est-il passé ?

Bien des livres ont été écrits sur le sujet depuis quelques années. Des films célèbres ont été

tournés, des articles ont été écrits, des cris de justice ont été lancés. Donnons juste quelques chiffres pour les comparer à ceux donnés plus haut. Six cent cinquante personnes ont été exécutées, certains refusaient de mourir connement (qui est jamais mort intelligemment ?), d'autres refusaient d'obéir, d'autres étaient là au mauvais endroit et au mauvais moment. à ce moment précis où la hiérarchie militaire sentait qu'il fallait donner des exemples de sa détermination à empêcher toute fuite du front. Il faut comprendre les craintes de ces galonnés. Des congrès internationaux et des rassemblements antimilitaristes avaient eu lieu pendant les années précédant août 1914. Le pouvoir craint alors des désertions et des insoumissions de masse. Jean Jaurès, assassiné quelques jours avant la déclaration de guerre, aurait-il pu empêcher ce massacre ? Pas sûr. Les gauches et la CGT rejoignent l'Union sacrée, et c'est le départ la fleur au fusil pour une guerre courte et joyeuse. La même chose se passe du côté allemand. Le nombre d'insoumis sera minime, certains historiens le chiffrent à 1,5 %. Du côté des anarchistes, la situation n'est pas simple. Pour Kropotkine, les années qui précèdent l'été 1914 sont l'occasion d'exprimer son antigermanisme foncier. Il rejoint Bakounine qui disait déjà au temps de la Commune de Paris : « Si Lyon tombe

aux mains des Prussiens, la France sera irrévocablement perdue. » Dès le début, Kropotkine exprima son soutien entier à la guerre, ce qui le sépara de ses amis anarchistes. Milly Witkop, la compagne de Rudolf Rocker, raconte qu'après avoir parlé de la guerre avec cet éminent compagnon, elle souhaita alors « n'avoir jamais entendu de sa bouche ces mots qui, en [son] âme, [la] faisaient souffrir comme une plaie béante ». La publication en 1916 du *Manifeste des seize* appelant au soutien à la guerre, signé par quinze anarchistes connus dont Jean Grave, Malato, Paul Reclus et bien sûr Kropotkine lui-même, achève la division du camp des anarchistes.

Aujourd'hui de quoi s'agit-il ?

Réhabiliter disent les bonnes âmes de gauche, dont un certain nombre de nos amis pacifistes. Réhabiliter, qu'est-ce que cela veut dire ? C'est rétablir quelqu'un dans ses droits ou faire d'un vieux bâtiment ou quartier quelque chose de neuf. Dans un sens comme dans l'autre, c'est faire disparaître ce qui est. Rétablir ces soldats dans leurs droits, soit, mais quels sont-ils ? Aller se faire tuer ? La réhabilitation de ces fusillés pour l'exemple a un sens terrible. On s'est trompé, on n'aurait pas dû, on s'excuse. C'est ignoble ! Le scandale dans cette affaire, c'est qu'ils furent aussi peu, que leurs bourreaux, les mêmes qui envoyèrent à l'abattoir des millions de soldats, ne furent jamais inquiétés. Au contraire, ils furent honorés, combien de rues, avenues ou boulevards Foch, Clemenceau ? S'il n'y a plus de rue honorant Pétain, ce n'est pas dû à son attitude pendant cette guerre-là mais à celle qu'il eut pendant la suivante. Cette hiérarchie militaire devrait être poursuivie pour crime de guerre, crime contre l'humanité qui, eux, sont imprescriptibles.

Ces « fusillés pour l'exemple » sont l'honneur des peuples en guerre malgré eux. Ils sont coupables de n'avoir ni voulu tuer ceux qui étaient en face ni avoir voulu mourir sous les coups de ces derniers. Ils méritent d'être cités en exemple. Leur réhabilitation ne peut passer que par la condamnation ferme et résolue de leurs fusilleurs. Toute autre attitude ne sera qu'une sinistre plaisanterie, une préparation à la prochaine boucherie, un avertissement à ceux qui voudront désobéir aux ordres. Alors, désobéissons tous !

Pierre Sommermeyer
de la Fédération anarchiste

Rien ne sert de **courir**...



Jean-Pierre Tertrais

Groupe La Sociale
de la Fédération anarchiste

S'IL EST UN DOMAINE où la réflexion ne s'est que peu aventurée – y compris dans une partie de la mouvance anarchiste –, c'est bien celui de la vie quotidienne. Serait-ce dévalorisant par rapport aux luttes plus classiquement « politiques » ? Dans son *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Raoul Vaneigem écrivait : « Ceux qui parlent de révolution et de lutte de classes sans se référer explicitement à la vie quotidienne, ceux-là ont dans la bouche un cadavre. » (La réciproque est évidemment aussi vraie.) Parce que la critique de la « modernité » est riche d'enseignements. Elle permet de mettre en lumière les effets sociaux et psychologiques de cette modernité, les processus de déshumanisation. La société actuelle tend en

effet à atomiser les individus, à cloner des consommateurs isolés, à interdire la communication. Évoluant sous le règne de la marchandise, intégrant toutes les dimensions de l'existence, détournant notamment la capacité créatrice, cette vie quotidienne est génératrice d'uniformisation, d'ennui. Et s'il est un aspect révélateur de cette « aliénation », c'est celui du temps. Gratte-ciel de béton, enseignes de néon, mais aussi fast-foods et villes construites pour la voiture.

Depuis les dernières décennies, la vitesse des transactions économiques, des découvertes scientifiques et des innovations technologiques est étourdissante. La révolution des transports et de la communication a

augmenté la vitesse de la communication de 107 %, celle des transports personnels de 102 % et celle du traitement des données de 1 010 % (cité par H. Rosa dans *Aliénation et accélération*). Chaque jour voit défiler plus de cinq milliards d'e-mails. Dans le «turbo-capitalisme», l'unité de mesure des nouvelles technologies devient la nanoseconde. Même en musique, les partitions se jouent de plus en plus rapidement ! Cette accélération technique a complètement transformé le régime spatio-temporel, à tel point que l'espace semble se contracter.

Nous éprouvons le besoin de faire plus de choses en moins de temps ou de réaliser plus de tâches simultanément. Avec des emplois du temps surchargés, plus question de s'attarder, de se concentrer, de creuser, on fonce, on survole, on effleure. C'est l'ère du zapping généralisé. Cette réalité conduit d'ailleurs à un paradoxe : puisque l'accélération technique permet de consacrer moins de temps à l'accomplissement d'une tâche donnée, le temps devrait devenir abondant. Or, il nous paraît de plus en plus rare : la voiture roulant plus vite, nous parcourons plus de kilomètres... C'est reconnaître que l'accélération technique engendre une accélération du changement social, du rythme de vie, les trois s'alimentant mutuellement. Esclaves de la vitesse, nous sommes en état de fébrilité permanent. Le monde n'est qu'un perpétuel empressement. Il faut courir de plus en plus vite pour simplement rester en place, gesticuler pour ne pas cesser d'exister.

Les «forces motrices» de l'accélération sociale se trouvent évidemment en grande partie dans la logique du système de marché capitaliste concurrentiel (loi du profit, économie de temps, réduction des coûts, innovation, retour sur investissement, circulation du capital). Mais aussi dans le problème de la finitude et de la mort, et aussi dans celui d'une vie insipide. Tout conduit à goûter la vie dans toutes ses dimensions, une course sans fin dont on devient prisonnier et qui aboutit à la frustration. Pour Milan Kundera, la vitesse favorise le refoulement de la stérilité du monde moderne.

Si cette augmentation de la vitesse de la vie sociale, cette transformation rapide du monde matériel assurait l'épanouissement de chacun, les commentaires seraient superflus, mais tel n'est pas le cas. La dictature de l'immédiateté cause de lourds dégâts. L'accélération de la modernité transforme notre relation au temps, à l'espace, mais aussi à la nature et aux autres à tel point qu'en découlent de nombreuses pathologies sociales, évolutions perturbantes, souffrances. Dans un monde où le mot d'ordre est «disponible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7», elle affecte à la fois le corps et le psychisme humains : insomnies, migraines, hypertension, asthme, troubles gastro-intestinaux (et aussi 3 000 victimes quotidiennes

de la circulation sur la planète). Dans le monde du travail, depuis les pointeuses et le taylorisme pour qui le système passait avant l'homme, ces contraintes d'horaires, de délais, de rythmes engendrent une lutte pour la reconnaissance à travers la performance : les rapides sont des gagnants, les lents des perdants – le temps c'est de l'argent. Cette lutte se solde par des formes d'épuisement et de dépression en augmentation significative, mais aussi par l'exclusion structurelle de nombreux travailleurs des sphères de production par l'incapacité à s'adapter aux rythmes imposés. Il ne semble pas y avoir d'autre issue que le sacrifice des énergies individuelles : le nombre annuel de victimes du surmenage au Japon se compte par milliers, la consommation de drogues sur le lieu de travail aux États-Unis a augmenté de 70 % depuis 1998, l'Américain moyen dort quatre-vingt-dix minutes de moins qu'il y a un siècle.

En matière d'alimentation, le rythme lié aux procédés industriels altère le goût, la qualité nutritive. Les fertilisants chimiques, les antibiotiques, les hormones de croissance, les modifications génétiques, en stimulant le rendement, traitent les végétaux et les animaux en machines et ne favorisent qu'une nourriture standardisée, dévitalisée.

Si l'on ne parvient pas à suivre la cadence, on devient vite dépassé, démodé, archaïque. La plupart des objets, équipements, outils deviennent techniquement si compliqués que nous ne pouvons les réparer, voire les utiliser, nous-mêmes. Non seulement ces conditions sociales sapent nos capacités d'autonomie individuelle et collective, notre aptitude à élaborer un «projet de vie», mais elles nous privent de repères temporels, elles favorisent la dissolution des identités, un sentiment d'impuissance et de culpabilité. Cette accélération, en modifiant constamment notre environnement (au sens large : tout ce qui nous entoure), empêche la familiarité, l'intimité, le souvenir, l'attachement. Cet environnement nous devient étranger. Le nombre de personnes que nous côtoyons est devenu si élevé grâce à la «mobilité» qu'il nous devient impossible d'être émotionnellement liés à la plupart d'entre elles, d'où un désengagement, une superficialité, une indifférence. Par ailleurs, la complexité et l'accélération de la société impliquent que de plus en plus de décisions doivent être prises dans des laps de temps de plus en plus courts, justifiant l'adoption de «réformes» comme autant d'«adaptations nécessaires». La vie politique se construit sur des images, plus rapides que les mots, sur des sondages électroniques instantanés, sur des réactions viscérales, et non sur des argumentations approfondies.

Et nous entraînon nos enfants dans cette folle spirale de l'«excellence» : formations abrégées et intenses, écoles de bachotage, spécialisation précoce, méthodes de gavage.

Autant d'instruments qui assujettissent l'enfant, l'adolescent à la compétition scolaire, qui empêchent l'imagination de vagabonder, qui font grandir trop vite au risque de la santé physique et mentale. Quand des parents passent deux fois plus de temps à gérer leur courrier électronique qu'à jouer avec leurs enfants, il est grand temps de redéfinir le but de l'existence.

Sur le plan écologique, l'effet est aussi désastreux. Nous vivons dans des «structures jetables». Nous remplaçons les objets avant qu'ils ne soient inutilisables, parce que les vitesses d'innovation les ont rendus obsolètes avant que leur temps physique soit compté. Nous épuisons les ressources naturelles, comme le pétrole, les forêts, les sols à des rythmes bien supérieurs aux vitesses de leur renouvellement, et nous jetons nos déchets toxiques beaucoup trop rapidement pour que la nature puisse les traiter.

Aujourd'hui, notre argent appartient à la banque, notre corps à la médecine, notre temps à l'entrepreneur... et notre mort aux pompes funèbres. Le temps humain au travail est chronométré, le temps «libre» est absorbé par la sphère marchande. Si la révolution sociale paraît lointaine, au moins peut-on tenter de reconquérir au quotidien la maîtrise de nos vies ; c'est d'ailleurs aussi cela «construire la révolution». À commencer par la maîtrise du temps. Résister à l'accélération de l'histoire et à l'étourdissement de la vitesse vécus comme un arrachement, un déracinement. Se désintoxiquer de cette civilisation du pétrole bon marché (celle qui a produit la Formule 1) qui, qu'on le veuille ou non, décline inévitablement. Faire l'éloge de la lenteur, c'est inventer de nouvelles formes d'urbanisation, de transport, de production et de consommation. C'est rechercher une vie plus intense où chaque instant se savoure, loin du vertige des plaisirs factices (retrouver les aliments de saison, respecter la chronobiologie des organismes, voyager au lieu de se déplacer...).

C'est aussi œuvrer à la justice sociale dans le sens où toute accélération, s'appuyant sur des infrastructures souvent gigantesques, s'effectue au détriment des plus faibles. Passé un certain seuil, personne ne peut gagner du temps sans en faire perdre à d'autres. L'avion et le TGV, dont bénéficie une minorité de privilégiés, condamnent la masse à des déplacements quotidiens longs et difficiles. Les riches sont ceux qui peuvent bouger le plus, aller où bon leur semble, s'arrêter s'ils le veulent. La vitesse est bien trop chère pour être réellement partagée ; sa limitation préserve d'inégalités plus fortes.

Faire l'éloge de la lenteur, c'est encore retrouver des pratiques de solidarité en même temps que privilégier la qualité plutôt que la quantité. Célébrer la vie au lieu de la puissance.

J.-P.T.

Sur les chemins d'**Anar'land**



Léa Gallopavo

Groupe libertaire Louise-Michel

« Ne croyez que ceux qui doutent. »
Lu Xun

EN 2012 EST PARU un livre d'un certain Christian Morel déconstruisant les mécanismes collectifs de prise de décision : lesquels conduisent à des catastrophes et lesquels peuvent aider à les prévenir¹.

Le pedigree de ce monsieur a de quoi terroriser². Certes docteur en sociologie, il se vante surtout de tous les cénacles de pouvoir dans lesquels il intervient, depuis ses fonctions de cadre en ressources humaines dans les grandes entreprises, comme Renault (au moment où explose la souffrance au travail, y compris avec suicides)³, jusqu'aux grandes écoles, universités, organismes professionnels qui font la matière et les rouages du pouvoir-dominance. Il est bien inscrit dans les cercles de « décideurs », et c'est depuis cet intérieur qu'il parle. Il n'en reste pas moins que son propos nourrit nos visions anti-autoritaires, et mérite qu'on s'y attarde.

Un relent de Milgram et des autres psychosociologues des années 1970

Comme lors de son premier opus (*Les Décisions absurdes*, 2002) Christian Morel procède par analyse de cas. Ainsi de ces randonneurs à ski en janvier 2007 (quatre hommes et deux femmes, parmi lesquels quatre sont experts en avalanches) qui se demandent s'ils doivent ou non s'engager dans une combe. Objectivement, ils savent que ce jour-là le risque d'avalanche est élevé à cette altitude, que l'angle de la combe les favorise et qu'une corniche au-dessus comporte un dépôt neigeux apporté par le vent. Un des experts du groupe estime malgré tout qu'ils peuvent y aller. Ils s'engagent, le manteau neigeux cède. Pour Christian Morel, c'est la dynamique du groupe qui a conduit ces randonneurs expérimentés à prendre la décision dangereuse. La taille du groupe a inhibé la parole et les

silences ont été interprétés comme approbation. Un seul des quatre experts a opté pour, le deuxième n'a rien dit, le troisième a vu les signes de danger mais ne s'est pas exprimé clairement. Le chef de course, qui a vu le dépôt neigeux, a considéré la non-opposition de ses compagnons comme le fait que pour eux il n'y avait pas danger, quand eux-mêmes voyaient dans son silence un feu vert, un chef sachant par définition ce qu'il fait. Enfin, la présence de femmes a encouragé la posture virile de ne pas reculer. Une équipe de deux skieurs aurait discuté davantage, conclut Christian Morel.

Un autre exemple ? L'explosion de la navette spatiale *Challenger* en janvier 1986, dont le lancement fut décidé à l'unanimité silencieuse lors d'une conférence téléphonique. Beaucoup avaient des doutes sur la fiabilité des joints des fusées d'appoint et souhaitaient dif-

férer le lancement, mais quand le responsable de la NASA qui présidait la réunion demanda si quelqu'un avait des objections, ce fut le silence. C'est la communication implicite, le consensus mou, l'illusion de l'unanimité. Un tour de table, en demandant aux silencieux d'exposer explicitement leur point de vue, aurait sans doute évité la catastrophe. Le tour de table n'est pas une technique mineure. L'expérience montre qu'il aboutit souvent à un renversement de la position commune.

Le poids de la hiérarchie est encore dénoncé. Les catastrophes aériennes se produisent majoritairement quand le commandant est aux commandes et que le copilote n'ose pas le contredire. Depuis l'atterrissage manqué du vol Air France 358 à Toronto en 2005, la compagnie donne plus de pouvoir au copilote: si le commandant n'est pas aux commandes et que le copilote estime qu'il faut relancer les gaz, le commandant doit obéir. Ce n'est plus l'autorité du commandant qui assure la sécurité dans le cockpit, mais la collégialité.

Autre piège: la confiance excessive en la science, érigée en rempart contre l'indétermination. Pour les atterrissages par mauvais temps, les pilotes doivent calculer la distance d'atterrissage selon l'état de la piste. Ils sont munis d'une documentation compliquée fondée sur des conditions qui ne sont jamais celles rencontrées, et il leur faut extrapoler en ajoutant une marge de sécurité, avec un risque de sortie de piste. On continue pourtant à remplir les manuels de bord de savants calculs inopérants, alors qu'il suffirait d'allonger les pistes ou d'augmenter les possibilités d'attente, le temps qu'un orage passe, par exemple.

Christian Morel critique enfin ce qu'il appelle la «destinationite». Toujours dans l'aérien, les pilotes ne pénètrent pas dans des orages d'intensité 3, 4 et 5 lorsqu'ils sont en régime de croisière, mais le font souvent en phase d'approche. Plus on approche de l'objectif, plus il devient prégnant. On est aveuglé par lui au détriment de la réflexion. Notre société valorise le non-renoncement, et remettre les gaz exige un effort psychologique important des pilotes. Christian Morel cite, dans cette veine, l'affaire des faux espions de Renault, où s'est illustré un PDG, Carlos Ghosn, qui prend vite ses décisions et met beaucoup de pression sur leur exécution. La mise en œuvre de la décision devient prioritaire sur tout; il n'y a plus de place pour le questionnement.

Hiérarchie (ne) vaincra (pas)!

Pour Christian Morel, ce sont les facteurs humains, les interactions entre les acteurs, les aberrations cognitives qui sont à l'origine des grosses erreurs, et les réponses ne doivent pas être technologiques, mais psychosociologiques. Il dégage des principes fondamentaux à suivre pour éviter les décisions absurdes, qu'il nomme les «métarègles de la fiabilité».

Le tour de table, on l'a vu, permet l'expression d'avis divergents, et, du coup, leur mise en débat et l'obligation d'y répondre rationnellement.

Contre les effets du principe hiérarchique, certaines organisations appliquent ce qu'il appelle la «hiérarchie restreinte impliquée», qui consiste à transférer du pouvoir de décision vers des acteurs sans position hiérarchique, mais détenteurs d'un savoir et impliqués directement dans les opérations. Sur des bases aériennes de l'armée, un subalterne peut annuler un vol sans en référer à sa hiérarchie. Dans les sous-marins nucléaires d'attaque, les officiers enlèvent leurs galons à bord, marquant symboliquement leur effacement. Lors des lancements de la fusée Ariane, trois techniciens ont pour mission d'annuler toute la procédure en cas de problème, et ils sont placés dans un local isolé, privé de moyen de télécommunication, afin d'éviter les interférences avec leurs supérieurs.

Le débat contradictoire enfin, est l'un des piliers de la fiabilité, qui permet une contestation constructive de la décision. Il incite les acteurs à ne pas cacher, par peur des sanctions, des informations essentielles pour éviter la reproduction des erreurs. Cette politique est appliquée dans l'aéronautique depuis le crash du vol TWA 514 en décembre 1974 dû à un problème de compréhension avec la tour de contrôle. Six semaines auparavant, un atterrissage avait failli mal tourner pour la même raison mais l'information n'avait pas été divulguée à la Federal Aviation Administration par crainte de sanctions pénales. En France, la politique de non-punition a été officiellement introduite dans l'armée de l'air en 2006.

Tous au bain!

Voici de quoi critiquer les organisations hiérarchiques et autoritaires que nous subissons. Mais voici de quoi aussi réinterroger nos propres pratiques dans nos organisations libertaires, y compris celles qui fonctionnent au consensus.

Nous avons l'art consommé du tour de parole, et nous revendiquons, pour aboutir au consensus, un processus dynamique dans lequel les oppositions que nos assemblées cherchent à susciter, sont posées dans le but de provoquer le débat qui permettra de dépasser l'opposition, c'est-à-dire d'intégrer la critique pour modifier la décision dans le sens qui amènera tout le monde à la reconnaître sienne, dans ses buts et ses modalités.

Mais quelle place donnons-nous à «l'expertise» par rapport à des décisions que l'on présente ou que l'on voit sous leur angle principalement technique? Savons-nous compléter notre technique du tour de parole par celle du tour de table? Sommes-nous sûrs d'avoir évacué toute hiérarchie dans nos organisations? Comment nous assurons-nous de ne pas être victimes, parfois, de la «destinationite», où la mise en œuvre de la décision devient prioritaire sur tout, annihilant la capa-

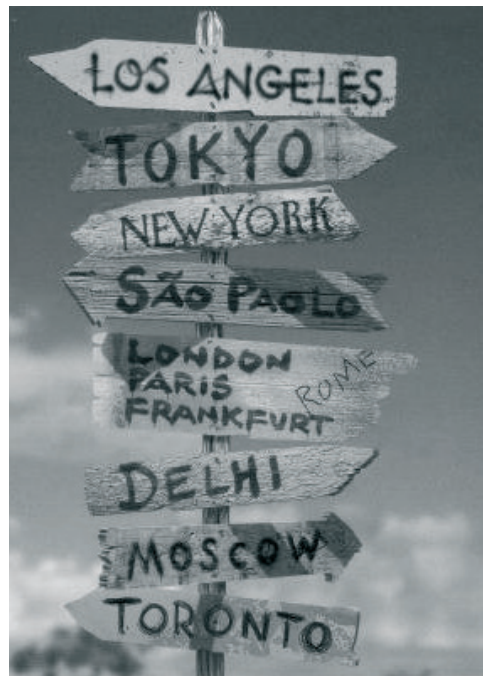
cité de questionnement? Enfin, comment prévenons-nous les postures viriles, dans nos milieux militants encore majoritairement masculins et charriant une imagerie révolutionnaire historiquement liée à l'exaltation des codes masculins?

Les organisations libertaires ont à l'évidence de nombreux outils et pratiques d'avance sur les autres types d'organisation, pour éviter les «décisions absurdes». Mais le gué du fleuve est large, le flot du courant autoritaire toujours fort, et il ne faudrait pas penser que nous soyons déjà sur la rive fertile d'Anar'land. **L.G.**

1. *Les Décisions absurdes II. Comment les éviter.* Christian Morel, Gallimard, 2012. Disponible sur commande à la Librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris

2. Voir son site <http://christian.morel5.perso.sfr.fr> et le portrait de lui fait dans *Le Monde* le 20 juillet 2002, à la sortie du premier *Décisions absurdes*, où il se vante des fermetures de sites industriels qu'il a menées.

3. Voir certains articles de mon camarade de groupe Sitta Neumayer, notamment «Sortir du chacun contre soi – réflexions syndicales sur les conditions de travail», *Le Monde libertaire* n° 1427, février 2006, ou «Souffrir pour quoi, souffrir pour qui – réflexions syndicales sur le stress à la SNCF», *Le Monde libertaire* n° 1450, octobre 2006, ou «Stress en entreprise, une ligne de front», *Le Monde libertaire* n° 1548, mars 2009.



À la recherche d'un **vieil Antonio**

Carnet de voyage au Chiapas (4/4)



Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

Quatrième jour d'école

[Vegan, s'abstenir.]

Voir un cochon mort se faire éviscérer à 6 heures du matin avant le petit-déjeuner est une foutue épreuve. Et c'est celle à laquelle j'ai été confronté au tout début de ce quatrième jour de petite école. La bête, tuée juste avant que j'arrive (ouf!), est posée sur le dos, les quatre pattes en l'air tenues par deux compas, et s'est fait ouvrir le bide de haut en bas avant qu'on ne lui retire tout ce qui ne se mangerait pas : intestins, foie, reins, cœur, etc. Il s'en est fallu de peu que je ne rejette mon repas du soir...

Ce quatrième jour est le dernier que je passe dans la communauté. Demain, vendredi 16 août, tous les élèves retourneront au *caracol* pour les derniers cours «magistraux» et la fête de fin d'école. Je passe une partie de la matinée à étudier les livres et à questionner mon *votán*. Il me parle un peu de la prise d'Ocosingo en 1994, du fonctionnement de

la Banque autonome zapatiste (sorte de banque sociale, qui prête à un taux d'intérêt de 2 %), des différents groupes paramilitaires qui sévissent dans la zone de La Garrucha, et notamment de l'Oruga, très violents et en partie composés d'anciens zapatistes s'étant vendus au gouvernement. C'est l'occasion, du coup, de parler des possibilités de quitter l'EZLN après y être entré, ce qui, bien sûr, est faisable et est déjà arrivé quelques fois, sans pour autant que tous passent carrément de l'autre côté (beaucoup de ces anciens zapatistes se disent aujourd'hui «neutres»). Il évoque aussi les cas où un zapatiste se marie avec une *priïste*, et vice versa. On en vient, de fil en aiguille, à parler des relations, au sein de la communauté où nous vivons, entre la partie *priïste* et la partie zapatiste. José Martínez avoue que, au début, les choses n'ont pas été faciles mais qu'aujourd'hui les relations sont plutôt pacifiées (et rares). Du fait de cette division, il existe plusieurs assemblées commu-

nautaires : celles, rares, où se réunit toute la communauté (zapatistes et *priïstes*) et celles, bien plus courantes, où ne se réunissent que les zapatistes (qui rejettent intégralement le système officiel). Au final, mon *votán* insiste sur le fait que les zapatistes ne donnent jamais dans la provocation, qu'ils ne recherchent en aucun cas le conflit avec les *priïstes*; le contraire reviendrait à faire le jeu des autorités gouvernementales, lesquelles ont de tout temps cherché à diviser les peuples indigènes pour mieux les contrôler et mater les velléités de rébellion.

Vers 10 heures, nous rejoignons d'autres élèves et d'autres gardiens et gardiennes pour préparer la petite fête qui se tiendra en fin d'après-midi dans la communauté pour marquer notre départ. Nous (les élèves ainsi rassemblés) décidons, pour remercier nos hôtes, de faire une sorte de grand escargot (*caracol*, en espagnol) humain et de scander des phrases de remerciement. Je ne sais pas si nous avons

vraiment à faire une « démonstration » (quelque chose me gênait dans cette idée, mais je ne sais pas quoi), mais l'option « escargot » était assurément la plus sympathique des propositions (d'autres frôlaient un peu la niaiserie de colo ado).

Je passe l'après-midi à lire les manuels et à discuter, encore et toujours, avec mon *votán*. À midi, sa femme et sa fille ont tué, puis cuisiné, un poulet; petit cadeau culinaire avant mon départ que j'accepte bien volontiers (ça change des *frijoles*!). Je suis aussi mis à contribution pour écosser deux bassines pleines de *frijoles*, ce qui nous prend bien une bonne heure, elle aussi passée à discuter de choses diverses et variées. Son fils, sa belle-fille et ses deux petits-enfants vus la veille dans la communauté en terre récupérée viennent également rendre une petite visite.

La journée passe ainsi tranquillement, jusqu'à la fête, qui commence vers 16 heures (je crois). Un zapatiste prononce un court discours de remerciement à destination des élèves, insiste sur l'importance de cette initiative, puis nous faisons notre escargot (d'autres liront aussi, à leur tour, des textes, ou pousseront la chansonnette à la guitare, etc.). S'ensuit un chouette concert, donné par un groupe de musiciens zapatistes qui entonne des chants de lutte, parfois repris timidement par les élèves qui les connaissent (certains sont bien connus des militants pour être présents sur le coffret de quatre CD *El Fuego y la Palabra* sorti à l'occasion des dix ans du soulèvement armé, en 2004). Je trouve, pour ma part, ce moment plein d'émotion: nous voir ainsi réunis, zapatistes et militants solidaires, dans cette petite communauté en train de chanter l'espoir de meilleurs lendemains met du baume au cœur, comme on dit. Après le concert, certains élèves se frottent aux footballeurs amateurs (mais terribles) de la communauté. En les regardant jouer, je ne peux m'empêcher de repenser aux amusantes recommandations du sous-commandant Marcos dans un de ses derniers textes précédant la Petite École zapatiste: « J'ai vu des équipes multinationales d'authentiques cracks du foot succomber sur les « terrains de football » du *caracol* de La Garrucha. Dans cette zone, même les vaches connaissent la magie d'un ballon qui roule. »

Cinquième jour d'école

Vendredi 16 août, cinquième et dernier jour de la Petite École zapatiste. Nous quittons la communauté vers 9 heures, en bataillères, direction le *caracol*, où nous devons rejoindre les autres élèves. Sur place, les zapatistes ont tué une vache et, dès 10 heures, nous goûtons à sa viande, accompagnée de petits légumes. Et si l'appétit n'est pas forcément là, je me vois mal refuser cette nouvelle attention culinaire.

Après avoir attendu plusieurs heures que tous les élèves de la zone soient arrivés au *caracol*, nous nous rassemblons tous dans la salle de classe (cette vaste structure de bois et de tôle qui jouxte le bureau du Conseil de bon gouvernement) pour de nouveaux cours

« magistraux ». En réalité, de cours « magistraux », il ne s'agira pas, et nous assistons à la session des « doutes et questions », censée éclairer les points mal compris. Pendant une petite heure, nos *maestros* et *maestras* répondent, chacun leur tour, à une série de questions rédigées la veille par les élèves qui les avaient ensuite données à leur *votán* qui, à leur tour, les avaient transmises aux professeurs. Ces questions sont, pour la plupart, intéressantes, bien qu'assez variées: comment s'organisent les appuis entre les *caracoles*, quelles sont les relations avec les *priistes* dans les communautés mixtes (pour le coup, j'avais déjà quelques éléments de réponse), les liens entre la justice zapatiste et celle du gouvernement, les différences entre agents et commissaires (là, le questionneur n'avait sans doute pas suffisamment lu les manuels!), qui s'occupe des enfants et du foyer quand la femme prend une charge/mandat (eh bien, c'est l'homme, aussi difficile que celui puisse lui paraître!), l'importance de la société civile dans la lutte zapatiste, l'homosexualité dans les communautés autonomes (question vraiment intéressante et réponse plutôt satisfaisante: chacun a droit à la sexualité qu'il désire, mais la situation ne s'est encore jamais produite), etc. Les questions écrites terminées, on passe aux questions directes, mais peu de gens s'y frottent (seulement deux, si je me souviens bien).

L'après-midi est libre, les cours sont finis, et on profite des derniers moments en compagnie de nos *votán*. Plusieurs matchs de basket se tiennent sur le terrain du *caracol*, avec des équipes où se mêlent zapatistes et internationaux et nationaux solidaires. Ayant pris bonne note des avertissements du Sup, je ne me risque pas, pour ma part, à l'exercice! En fin de journée, nous avons droit à un concert et un bal de départ, régulièrement interrompus par de grosses averses. La fête s'étend sur toute la nuit, les artistes ont une pêche redoutable.

Le lendemain, samedi 17 août, nous nous levons à 5 heures pour un départ du *caracol* à 6 heures, direction le Cideci, à San Cristóbal de Las Casas, où nous attendent deux journées du Congrès national indigène (CNI), lequel organise ladite Chaire Tata Chávez Alonso. Bien qu'ayant assisté à cette initiative, impulsée par l'EZLN pour redynamiser et relancer le CNI, je ne me risquerai pas ici à un compte-rendu de ces deux jours intenses de discours en continu. Et si le lecteur souhaite en savoir davantage, il pourra toujours se reporter à la déclaration qui en est sortie et qui, depuis, a été traduite en français.

S'il faut une conclusion, disons que ce nouveau séjour au Chiapas, en terres zapatistes, fut riche en enseignements, l'initiative de l'EZLN justifiant tout à fait son nom de « petite école ». Ses enseignements, regroupés sous le nom de « La liberté selon les zapatistes », rappelèrent aux élèves invités l'importance centrale de la collectivité, du « nous » dans la construction d'une société réellement autonome. Ce même « nous » que nos sociétés

capitalistes briment et détruisent par l'apologie d'un « je » terriblement formaté, d'un « je » égoïste et égotiste au service de son intérêt propre, mais présenté comme garant de l'intérêt... général. Ce que les zapatistes nous enseignent, et ce dont ils témoignent, c'est que ce qui garantit le mieux la liberté du « je », c'est celle que le « nous » construit au quotidien. Cette liberté collective, les zapatistes l'appellent « autonomie », et il est assez incroyable de se rendre compte, sur le terrain, de sa viabilité. Non seulement de sa viabilité, mais aussi de ses possibilités d'extension. Car, dès l'origine, l'un des principaux défis de la révolution zapatiste résidait dans sa capacité, ou non, à dépasser le cadre communautaire pour organiser tout un territoire. Aujourd'hui, c'est un fait: malgré la contre-insurrection gouvernementale et un certain nombre de résistances internes quant à certains sujets, le projet d'autonomie zapatiste a bel et bien dépassé le cadre de la communauté, via la fondation des *municipios* autonomes (parfois sur les bases des officiels), puis celui de ces mêmes *municipios* via la création des *caracoles* et des Conseils de bon gouvernement.

Désormais, si l'heure est à la consolidation de l'organisation des cinq zones, on peut aussi voir les germes d'une coordination entre les *caracoles*, laquelle pourrait bien annoncer le franchissement d'un nouveau stade dans la construction de l'autonomie. La Petite École zapatiste fait partie de ces « germes », l'initiative ayant nécessité une collaboration entre les *caracoles*, notamment pour l'élaboration des manuels et des DVD. Ce qui n'allait pas de soi, car les liens entre les zones ne sont pas évidents (par exemple, mon *votán* m'expliquait qu'il n'avait jamais visité d'autres *caracoles* que le sien, La Garrucha). La Petite École annoncerait-elle, alors, le dépassement, par l'autonomie, du cadre zonal? Ce serait parler trop vite et sans suffisamment d'éléments que de l'affirmer, mais il s'agit assurément d'une preuve supplémentaire que le projet zapatiste se renforce. Alors, certes, il y a toujours des tâtonnements, des décisions qui, finalement, sont revues ou abandonnées, des retours en arrière, mais l'autonomie est un mouvement permanent, animé par une constante remise en question collective et individuelle qui, loin d'empêcher les décisions, garantit leur efficacité en préservant la souveraineté de la base.

Ce deuxième voyage en terres zapatistes m'a donc à nouveau permis de faire la rencontre d'un vieil Antonio. Cette fois, il s'est appelé José Martínez; il fut aussi sa femme, sa fille, ses deux fils; je l'ai encore approché quand il se présentait comme *maestro*, mais aussi *maestra*. Et sans doute n'ai-je, parfois, pas fait attention à lui, alors qu'il essayait, en vain, d'attirer mon attention, sous une forme, une apparence encore différentes... Son enseignement est loin d'être terminé, pour sûr. Et je ne pourrai sans doute pas échapper à un nouveau voyage en ce monde libéré.

G. G.



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »
Inconnu

Le Jupiter

Dans les milieux révolutionnaires le sport a mauvaise presse. Il faut dire que de tout temps et sous toutes les latitudes, il a été utilisé par le pouvoir en place pour « distraire » le peuple et lui faire oublier sa condition d'exploité. C'était déjà vrai dans la Rome antique et ça l'est devenu encore plus avec le développement du capitalisme qui l'a de plus en plus perverti avec son fric. Athlétisme, cyclisme, football... toutes les disciplines ont été contaminées jusqu'à aboutir à ce qu'on nomme le sport spectacle ou sport business. Si le sport véritablement amateur tente de s'en tenir aux buts initiaux : entretien physique de son corps, dépassement de soi-même ou compétition avec d'autres (compétition ne veut pas dire guerre), simple plaisir de pratiquer en passant un moment agréable... le sport professionnel est soumis à l'argent-roi exacerbant toutes les convoitises. C'est particulièrement vrai dans le milieu du football où la publicité envahit tout : les maillots des joueurs « gracieusement » fournis par les équipementiers habituels (Nike, Adidas etc.) les panneaux autour du terrain, les spots télévisés durant la retransmission des matchs sur nos écrans. Droits TV, produits dérivés, salaires des joueurs et montant de leur transferts de plus en plus hallucinants : les clubs pratiquement tous surendettés continuent de creuser leur déficit ; pas de problème, les banques suivent et acceptent de couvrir les nouvelles dettes. Ces mêmes banques qui vous refusent votre demande de prêt personnel et vous tapent sur les doigts quand vous avez un découvert. Malgré cela je continue de penser qu'un autre sport est possible, et je ne saurais trop vous conseiller de lire *Éloge de la passe*¹ en attendant la publication prochaine dans le *Monde libertaire* de textes ayant pour thème : Sport et anarchie. Pour l'heure je vous propose ce texte d'Agustín Guillamón paru en espagnol dans *La Barcelone rebelle*². Il évoque le parcours du club catalan de football, le Jupiter, dont l'histoire est intimement liée à celle de la CNT et de la révolution espagnole.
Bonne lecture.



Agustín Guillamón

Ramón Pino
Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

En 1909, sur la plage de la Mar Bella, il y avait souvent des concours de (petits) ballons dirigeables. Le comité directeur du club de football du quartier de Poble Nou qui s'était récemment constitué, décida d'adopter le nom du ballon vainqueur d'un de ces concours. Le gagnant s'appelait Jupiter. Fédéré en 1912, en plus de publier régulièrement un bulletin d'informations, le club diversifia ses activités sportives parmi lesquelles on trouvait notamment les sections d'athlétisme et de randonnée. En 1921 le club fit l'acquisition du terrain de la future rue Lope de Vega et y fit construire une tribune en bois. Dans les années vingt le club jouissait d'une grande popularité et d'un fort soutien du public aux matchs (de football). En seconde division, le Jupiter fut champion d'Espagne de la saison 1924-1925. Il avait son propre centre de formation et les jeunes qui désiraient jouer au club étaient nombreux car certains joueurs avaient réussi à se faire engager par d'autres clubs de meilleur niveau et aux moyens financiers plus importants.

Dans les années vingt et trente, le Poble Nou était un quartier essentiellement ouvrier et industriel, cénétiste³ et républicain. La CNT omniprésente dans la vie quotidienne des ouvriers, était facteur d'intégration de l'immigration massive dans un milieu urbain hostile, elle était aussi garantie de solidarité face à l'exploitation patronale, aux injustices, aux inégalités sociales, aux brutalités policières, au chômage ou à la maladie. Le catalanisme⁴ lui, était prédominant dans la petite bourgeoisie et chez les industriels. Pendant la dictature de Primo de Rivera, le Jupiter avait directement subi la répression et s'était vu interdire son blason : l'étoile à cinq branches sur quatre barres, aux connotations indépendantistes et catalanistes. Les militants anarchistes profitaient des déplacements du club pour transporter des pistolets en pièces détachées cachés à l'intérieur des ballons. Les idées et activités politiques des socios⁵ ou sympathisants du Jupiter représentaient inévitablement une gêne pour le gouvernement du dictateur.

Le terrain de sport du Jupiter, rue Lope de Vega, fut utilisé en juillet 1936 comme point de ralliement pour déclencher l'insurrection ouvrière contre le soulèvement militaire, en raison de la proximité des domiciles de la majorité des anarchistes du groupe Nosotros, et de la présence militante cénétiste existant dans le quartier. Le Comité de défense⁶ de Poble Nou avait réquisitionné deux camions d'une usine de textile voisine, qui furent garés tout près du terrain de sport du Jupiter. Gregorio Jover vivait au numéro 276 de la rue de Pujades. Pendant la nuit du 18 au 19 juillet, c'est dans cet appartement que les membres du groupe Nosotros s'étaient réunis, en attendant l'annonce du soulèvement militaire. Avec Jover il y avait : Juan García Oliver qui habitait tout près, au

numéro 72 de la rue Espronceda presque à l'angle de la rue Llul ; Buenaventura Durruti qui vivait à moins d'un kilomètre dans le quartier de Clot ; Antonio Ortiz, né dans le quartier de la Plata du Poble Nou, à l'angle des rues Independencia et Wad Ras (aujourd'hui Badajoz et Doctor Trueta) ; Francisco Ascaso, qui vivait aussi tout près, dans la rue Sant Joan de Malta ; Ricardo Sanz, également habitant du Poble Nou ; Aurelio Fernández, et José Pérez Ibañez el Valencia. De l'appartement de Jover on pouvait voir la palissade du terrain de sport du Jupiter devant lequel étaient garés les deux camions. À cinq heures du matin arriva la nouvelle : les troupes avaient commencé à sortir des casernes.

Les rues Lope de Vega, Espronceda, Llul et Pujades qui entouraient le terrain de sport du Jupiter étaient pleines de militants anarchistes armés. Une vingtaine d'entre eux parmi les plus chevronnés, ayant l'expérience de mille combats de rue, montèrent dans les camions. Antonio Ortiz et Ricardo Sanz installèrent une mitrailleuse sur le camion qui ouvrait la marche. Les sirènes des usines du quartier commencèrent à retentir, appelant au combat. C'était le signal convenu pour commencer la lutte. Et cette fois l'alarme des sirènes signifiait littéralement prendre les armes pour se défendre contre l'ennemi : «aux armes!». Les camions, drapeaux rouge et noir au vent, suivis d'un cortège d'hommes armés qui chantaient *Hijos del pueblo*⁷ et *A las barricadas*⁸, encouragés par les voisins à leurs balcons, s'engagèrent dans la Rambla de Poble Nou pour remonter jusqu'à la rue Pere IV, et de là se diriger vers le centre de la ville. Jamais les paroles de ces chants n'avaient eu autant de sens : «*même si la douleur et la mort nous attendent, contre l'ennemi le devoir nous appelle, le bien le plus précieux est la liberté, il faut la défendre avec foi et courage*» ; «*dans la bataille, la hyène fasciste succombera grâce à nos efforts, et le peuple entier avec les anarchistes fera triompher la liberté*».

Le groupe Nosotros, constitué en Comité de défense révolutionnaire, dirigea à Barcelone l'insurrection ouvrière contre le soulèvement militaire, à partir d'un de ces camions garés place del Teatre. En quelques heures militaires et fascistes furent vaincus et la ville resta aux mains d'une fédération de barricades. Par la suite Poble Nou vécut la guerre, les bombardements, la faim et pour finir la défaite, l'exil pour beaucoup de ses habitants, le camp de concentration de Cánem, les exécutions du Campo de la Bota⁹, et surtout de nombreuses années de peur, qu'on dénommait «paix».

Après le triomphe du fascisme, le Jupiter perdit pour la seconde fois son blason à l'étoile et aux quatre barres, qu'il avait récupéré à l'avènement de la république. De plus le club était suspecté d'avoir aidé financièrement le Secours rouge. Pendant les premières années de la dictature franquiste on tenta de transformer le Jupiter en filiale de

l'Espagnol¹⁰, changeant même son nom en celui d'Hercule. Le club faillit disparaître, et en 1948 quitta son terrain de la rue Lope de Vega pour celui de la Verneda, situé alors en rase campagne et entouré de fermes et de champs, très loin du centre urbain de Poble Nou. De nos jours, les fermes de la Verderna ont disparu, remplacées par d'énormes blocs d'habitations de plus de vingt étages, pratiquement sans espaces verts, terrible héritage de l'urbanisme effréné et de la spéculation immobilière durant la période Porcioles¹¹. Sur l'ancien terrain du Jupiter on a construit un collège public et des jardins, et aujourd'hui c'est une place sans autre nom que celui des quatre rues qui le délimitent. Peut-être qu'un jour elle s'appellera place Jupiter, ou pourquoi pas, place de la Révolution du 19 juillet 1936. **A.G.**

Notes de la rédaction :

1. *Éloge de la Passe – Changer le sport pour changer le monde*. Ouvrage collectif coordonné par Wally Rosell (éditions libertaires).
2. *La Barcelona rebelde*. Ouvrage collectif (éditions Octaedro)
3. Membre de la Confédération nationale du travail.
4. Courant de pensée politique et culturel visant à préserver et promouvoir les valeurs propres à la Catalogne. Est apparu au XIX^e siècle avec ce que l'on a appelé la *Renaixença* (Renaissance).
5. En Espagne ce terme désigne les supporters/membres d'un club de football, ayant une place attirée dans le stade (souvent à vie). Ils ont de plus le droit de participer à l'élection du président du club (tous les quatre ans au FC Barcelone).
6. Les comités de défense étaient des groupes armés clandestins de la CNT chargés de tâches concrètes (repérage et surveillance des bâtiments policiers et militaires, acquisition d'armes...). Composés généralement de six membres leur mission était de préparer méthodiquement la révolution. Ces comités étaient la continuation des groupes armés d'action et d'autodéfense des années du «pistolérisme» patronal (1917-1923).
7. «Hymne» anarchiste espagnol.
8. «Hymne» de la Confédération nationale du travail.
9. À cet endroit, sous la dictature franquiste, 1717 «rouges» furent fusillés de 1939 à 1952. Ils étaient exécutés par groupes de vingt, sans procès et on ne prévenait pas leurs familles.
10. RCD Espagnol de Barcelone (Royal club de sport espagnol de Barcelone).
11. Josep Maria Porcioles Colomer ; nommé par la dictature maire de Barcelone de 1957 à 1973. Catalan mais franquiste (il y en avait !).

Le feu sous la glace



Félix Vallotton, *Le Mensonge*, 1898.

Marie Joffrin

Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

PREMIÈRE RÉTROSPECTIVE de l'artiste présentée dans un musée national parisien depuis 1997, cette exposition a pour objectif d'aborder toute la carrière de Vallotton en regroupant ses créations autour des différents thèmes ayant marqué son œuvre. D'après les commissaires de l'exposition, cette approche transversale « vise à mettre en évidence l'évolution de l'œuvre avec ses constantes thématiques et formelles ». Très bien. Le sous-titre « Le feu sous la glace » est accrocheur : on s'attend à voir confronté les œuvres de l'artiste, souvent jugées comme lisses et froides, avec ses discours (sur l'art comme sur la société) et ses engagements, ouvertement critiques et insolents. Pourtant, dès le début de l'exposition, le portrait de Vallotton, décrit comme « aspirant au bonheur mais se régaland d'amertume » et se complaisant « dans une mélancolie typique de son temps », témoigne d'une volonté de décrédibiliser quelque peu l'artiste et ses engagements. Car c'est bien connu : tous les anarchistes sont des mélancoliques un peu déphasés, ce qui explique leurs « foutues idées ».

« La violence tragique de la tache noire »

Né en Suisse en 1865, Félix Vallotton fut l'un des grands dessinateurs de presse de la III^e République. Portant un regard insolent sur les gens et les événements de son époque, il a travaillé pour les grandes revues contestataires du moment : *L'Assiette au beurre*, *Le Cri de Paris*, *Le Canard sauvage*, *La Revue blanche*, ou encore *Le Rire*. Assoiffé de vérité et de justice, au travers de son art, il dénonce la répression policière et soutient les opprimés.

Les années 1880 et 1890, âge d'or de la presse en France, voient l'éclosion de multiples revues littéraires et artistiques. Ces publications bénéficient alors de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, mais aussi des progrès techniques relatifs à l'insertion et à la reproduction des images. Malgré leur tirage restreint et leur diffusion souvent limitée à un cercle d'initiés, elles se présentent comme une voie d'expression privilégiée pour les nouvelles tendances littéraires et picturales. Ces petites revues permettent à leurs collaborateurs d'échapper à un secteur éditorial en

cours d'industrialisation et à un contexte artistique officiel relativement peu ouvert aux innovations. Elles favorisent en outre la communication entre tous les secteurs de la création : poésie, théâtre, musique, peinture, estampe...

La plus célèbre d'entre elles, avec *La Plume* de Léon Deschamps, est sans doute *La Revue blanche*. Née en Belgique en 1889, elle prend véritablement son essor avec son transfert à Paris en octobre 1891, où elle paraîtra jusqu'en 1903. Elle doit son existence à la volonté et à la collaboration des trois frères Natanson, issus d'une famille juive d'origine polonaise : Alexandre, le généreux aîné qui assume les responsabilités administratives et financières, Thadée, directeur éditorial et critique d'art, et Alfred, qui assure la chronique théâtrale. *La Revue blanche* se distingue par ses tendances anarchistes à travers son secrétaire de rédaction, Félix Fénéon, et par son engagement politique en faveur de Dreyfus. Elle offre une visibilité non négligeable à ces peintres qui évoluent hors des milieux officiels. La pre-

mière contribution de Vallotton à *La Revue blanche* date de 1894, au moment où débute la chronique politique avec une critique des «lois scélérates» et de la «Critique des mœurs» de Paul Adam. En mars de la même année, Fénéon publie un premier texte et est arrêté quelques jours après et inculpé au procès des Trente. Ces prises de position vaudront d'ailleurs à la revue d'être tirée, à son apogée, jusqu'à 10 000 exemplaires, chiffre considérable pour une revue d'avant-garde. Sont publiés ou republiés aux éditions de *La Revue blanche* des textes tels que le *Manifeste* de Blum, Pouget et Pressensé contre les lois scélérates, *L'Unique* et *La Propriété* de Max Stirner, *Lettres de noblesse de l'anarchie* d'Albert Delacour...

Pourtant, dans cette exposition, pas un mot là-dessus. Si *La Revue blanche* est évoquée, c'est très superficiellement, sans insister sur ce que pouvait représenter une telle publication à la Belle Époque. Un brûlot libertaire où se mêlaient art, politique et littérature, tellement intellectuel, sincère et cohérent qu'il est ardu de tenter de le décrédibiliser.

Voici ce que vous ne verrez pas si vous allez voir l'exposition au Grand Palais. Des mots comme «libertaire», «anarchiste», brillent par leur absence. Un petit quelque chose dans la 5^e section intitulée «La violence tragique de la tache noire» consacrée aux gravures où, d'après les commissaires d'exposition, «se lit en filigrane la dénonciation des abus sociaux et de l'oppression du pouvoir». Seules trois xylographies ouvertement contestataires sont exposées : *La Manifestation*, *La Charge* et *L'Exécution* (1893, toutes trois conservées à la BNF). La xylographie *L'Anarchiste*, du même ton et conservée au même endroit, est restée dans les tiroirs du cabinet des arts graphiques. Presque aucun dessin de presse, sauf certaines xylographies de la série *Crimes et châtements*, les moins sombres et les moins mordantes, exposées à côté de gentilles scènes de la vie parisienne. Entre 1893 et 1915, Vallotton produit pourtant pour les journaux 186 dessins qui condamnent avec âpreté l'abus de pouvoir sous toute ses formes : militaire, juge, avocat, curé, mari, banquier, patron, policier, personne n'échappe au coup de crayon caustique. Ces dessins ont été écartés pour deux raisons, parce que le dessin de presse est encore trop souvent considéré comme un genre mineur, et surtout parce que le ton dérange car il soulève des questions encore tristement d'actualité.

Une exposition à voir

Argument supplémentaire en faveur de cet artiste : un grand journal a publié un article sur l'exposition intitulé «Le Mal helvète», signé par Éric Biétry-Rivierre. Le premier tort de Vallotton semble donc, d'après *Le Figaro*, de ne pas être né français, qu'importe sa naturalisation en 1900. La perversion vient toujours de l'étranger. *Le Figaro* identifie



clairement sa cible en rappelant le passé libertaire du peintre mais en se moquant de «cet anarchiste soudain devenu un bon père de famille». Bien évidemment, un anarchiste ne saurait mener une vie paisible et avoir une famille... D'après l'auteur de l'article, «cet artiste trop orgueilleux» n'aboutit «qu'à des impasses ridicules» en voulant sortir des sentiers battus.

«Refoulement et mensonge»

L'exposition se focalise sur le rapport de Vallotton aux femmes et à l'érotisme, s'attachant à en faire un misogyne. Les titres de différentes sections en témoignent : «Refoulement et mensonge», «Le double féminin», «Érotisme glacé».

Une dénonciation du couple et de l'hypocrisie de la société à l'égard du mariage, au travers de la série *Les Intimités* (1897-1898), est interprétée dans l'exposition comme donnant à voir la perfidie des femmes, manipulatrices et intéressées. Cette lecture est quelque peu dérangeante : en manipulant ainsi le discours de l'artiste, quel message cherche-t-on à nous faire passer ? La misogynie ambiante est-elle vraiment celle de Vallotton ou celle en vogue actuellement et dont les commissaires d'exposition se font les porte-parole ? L'accrochage rapproche ainsi une nature morte au jambon avec une étude de la même taille représentant des fesses couvertes de cellulite, contribuant à nous faire lire ce fragment anatomique très réaliste comme un portrait à charge contre les femmes, aussi inutiles que laides. Pour se justifier, l'exposition prétend laisser la parole à Vallotton, en allant chercher une phrase de son journal, sortie de son contexte : «Qu'est-ce que l'homme a donc fait de si grave qu'il lui faille subir cette terrifiante "associée" qu'est la femme?» Le tableau monu-

mental *La Haine* est vu quant à lui comme une vision caricaturale du rapport de l'homme et de la femme, femme qui, en s'émancipant, serait devenue une menace. Dans un terrain désolé et nu, opposé à toute vision du luxuriant jardin d'Éden, Vallotton détourne l'iconographie d'Adam et Ève. Deux figures nues, réduites à leur sexe masculin et féminin malgré leurs coiffures contemporaines, se comportent selon la gestuelle du conflit, de la confrontation physique directe. En faire un tableau antiféministe est cependant un peu facile. Vallotton se montre plus misanthrope que misogyne : si Ève est une mégère aux poings serrés, son Adam est un fat aux muscles hypertrophiés.

La dernière section intitulée «C'est la guerre!» rapproche la guerre des sexes et la Première Guerre mondiale, comme si pour Vallotton la femme émancipée, devenue menace, était une cause sous-jacente de la grande boucherie. Interprétation hasardeuse s'il en est !

Artiste et romancier, Vallotton, enregistre avec ses portraits de femmes les bouleversements sociaux, donnant une identité à la femme moderne. *La Chaste Suzanne* semble mener par le bout du nez les vieillards au crâne dégarni. Une toile comme *La Chambre rouge* ouvre la voie à de nombreux tableaux intellectuels et à des fictions sous tension, indispensables au véritable érotisme.

Artiste complet, peintre, sculpteur, graveur, critique d'art et romancier, Vallotton a toujours su rester rebelle et critique. Il peint ce qui est le plus difficile ou le plus risqué de peindre, toujours. Bien que proche du groupe des Nabis, il garde toute sa vie durant un style éminemment personnel et résolument moderne.

M.J.

Elle est trop bonne

COMPLIMENTS D'UN HOMME du métier à une collègue : ayant commis plusieurs livres basés sur des interviews, je salue, bien bas, la performance d'Élisabeth Alexandre. Pour son livre *Des poupées et des hommes, enquête sur l'amour artificiel* (La Musardine, 18 euros), elle a réussi l'exploit de localiser et d'interviewer des propriétaires, non de poupées gonflables, mais de *realdolls*, des mannequins hyper-réalistes, dotés d'orifices baptisés « organes sexuels » par leur vendeur. Vous lirez rarement un livre aussi triste que celui-ci. Quelle autre apothéose de la misère sexuelle, quel autre nadir de l'échec sentimental, quel autre comble du ridicule et de l'embarras peut-on concevoir que l'achat, la possession et l'usage de quarante kilos de silicone destinés à servir de vidange génitale ?

Us Air Force

Pourtant, en apparence, et peut-être même en réalité, ces possesseurs sont heureux. Leur identité ne provoque certes guère de surprises. On trouve le maigrichon au visage ravagé par l'acné. On trouve le minable vêtu d'un blouson constellé de blasons de l'US Air Force et convaincu que, s'il échoue à séduire une femme, c'est parce que nul ne saurait réussir à combiner deux tâches herculéennes ; travailler dur à devenir un héros (lisez, un homme qui pratique le delta-plane) et travailler dur à découvrir les mystérieux secrets qui permettent d'emballer les pouffes (peut-être mon argot date-t-il, lisez plutôt « pécho les meufs »). On trouve le dandy raté, gagnant sa vie grâce à l'honorable, mais peu réjouissant, métier d'employé d'un laboratoire d'analyses médicales et n'hésitant pas à se laisser photographier en train d'embrasser et de stimuler (sic) sa *realdoll*.

On trouve le romancier obèse, las des humiliations réelles ou imaginées et préférant se croire lui-même beau parce qu'il possède une belle image de femme chez lui ; ne discutons pas ici de la valeur esthétique des *realdolls* : contentons-nous de suggérer que leur entrée au Louvre risque de prendre un peu de temps. On y trouve d'autres encore, sans compter ceux que, plus tard,

Élisabeth Alexandre découvre sur *Dollforum.com*, un site fréquenté par des milliers, oui des milliers, d'internautes. Tous s'affirment ravis de leur situation. Tous sont transportés de joie par la beauté de leurs compagnes, et tous, on s'en doute, les jugent fort supérieures à ce qu'ils appellent « les femmes organiques ».

Ratatouille ontologique

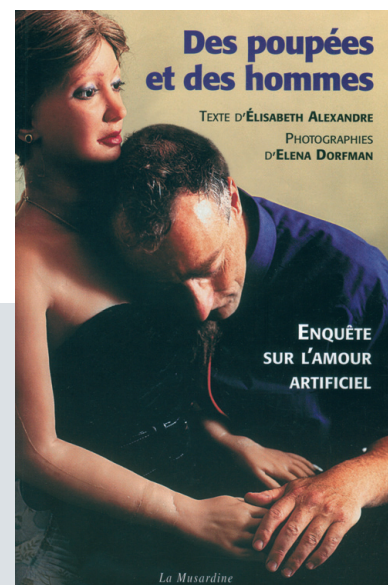
Avec raison, Élisabeth Alexandre appelle les mythologies à l'aide pour tenter de comprendre cet atroce désir d'utiliser et d'aimer un objet. Car les mythologies abondent en femmes artificielles. À commencer par la judéo-chrétienne, décidée à placer tous les péchés du monde sur les épaules d'Ève, fabriquée (nous dirions clonée, aujourd'hui) à partir d'une côte d'Adam, comme un récent bifteck à partir de cellules de bœuf. Les Grecs ne sont pas en reste : la première femme, Pandore, est une fabrication collective des dieux et déesses de l'Olympe. À noter Hermès, qui lui donne un cœur de chienne. Pygmalion, autre déçu des organiques, se sculpte une Galatée. Quant aux modernes, depuis Villiers de l'Isle-Adam jusqu'aux plus récents auteurs de science-fiction, en passant par les vidéos pornographiques en images de synthèse, rien ne freine leur faim d'esclaves.

Élisabeth Alexandre ne passe évidemment pas sous silence la nécrophilie plus ou moins avouée de ces hommes : l'un des passages les plus consternants du livre est la promenade que le dandy raté offre à sa poupée. Car il l'emmène au cimetière, pour la photographier mollement accoudée sur des tombes. Mais Élisabeth Alexandre aurait peut-être pu aller plus avant dans une direction décisive : les contradictions, les liens, les impasses et les coexistences de plusieurs puissants désirs manifestes. Le premier de ces désirs est celui de l'immortalité. Depuis que le langage, instrument de maîtrise de la virtualité, nous a permis d'imaginer l'immortalité, nous en rêvons. Mais, incapables de comprendre que nous ne sommes que notre corps, et non je ne sais quelle âme immatérielle, nous rêvons de conquérir

l'immortalité en niant, refusant, repoussant, reconstruisant notre corps. Bref, nous rêvons de devenir une machine, un artefact. Espérance naïve, les machines meurent aussi, souvent bien plus vite que les hommes (combien de voitures de 70 ans roulent sur nos routes ?). Le second désir fondamental est le solipsisme, le narcissisme intégral où seul le Moi existe, où aucune frustration imposée de l'extérieur ne saurait être tolérée. Lorsque le Moi narcissique reçoit soudain de fortes impulsions hormonales exigeant qu'il s'adresse à un autre Moi, il cherche à résoudre la contradiction en réduisant cet autre à une machine émettrice de signaux sexuels, et réceptrice d'activités génésiques, à une poupée réelle.

Empereur d'un empire à une seule sujette, dictateur de microdictature, masturbateur à tout point de vue machinal ; le possesseur de *realdoll* est-il le signe avant-coureur d'un avenir où les mâles, au moins, incapables de vivre avec un autre être humain, régneront sur des circuits et des ressorts ?

Nestor Potkine



Élisabeth Alexandre, *Des poupées et des hommes*, La Musardine, 2005.

Émancipation numérique ?

DURANT LE SUPER BOWL DE 1984, Apple présente son Macintosh avec une publicité montrant une jeune femme blonde, sportive et svelte courant le long de l'allée centrale d'un cinéma uniformément rempli de travailleurs en costumes gris. L'héroïne lançait un marteau sur un Big Brother prenant tout l'écran. Grâce au Macintosh, 1984 n'aurait rien à voir avec 1984, disait la voix off. Comment est-on passé d'une représentation de l'informatique aliénante, bureaucratique, centralisatrice et coercitive à celle d'une technologie émancipatrice, décentralisée, rebelle et créative ? C'est ce que décrit *Aux sources de l'utopie numérique*¹ en suivant l'itinéraire édifiant de Stewart Brand.

Né d'un père publicitaire et d'une mère au foyer, Brand débarque à 19 ans à l'Université de Stanford en 1957. Comme nombre d'étudiants américains de la guerre froide, le spectre d'un État totalitaire et d'une guerre nucléaire le rempli d'effroi. La jeunesse contestataire se répartit entre un mouvement politique organisé, à l'instar du Students for a Democratic Society (SDS), et une avant-garde artistique prônant l'expérimentation plutôt que la lutte frontale avec les institutions. Au début des années 1970, dans le sillage de cette mouvance, 750 000 jeunes s'exilent dans les zones rurales pour y fonder des communautés. Initié au LSD, Brand crée le *Whole Earth Catalog* qui propose à ces jeunes hippies la vente de matériels à bas prix. À côté des outils, sacs à dos, tentes et autres livres, ce catalogue contributif offre également le dernier cri technologique.

Influencée par la cybernétique de Norbert Wiener, une part de la jeunesse contestataire n'est pas directement hostile à la technologie. Ce qui est critiqué, c'est la tendance verticale et hiérarchique de l'appareil technocratique. Le LSD, issu de l'industrie pharmaceutique, est consommé dans une perspective de communion et d'ouverture de la conscience. Avec le bouddhisme zen, dont sont adeptes certains hippies, il participe d'un rejet du monde physique et d'une volonté de transcendance supracorporelle. Dans le même temps, via les théories cybernétiques, une partie du complexe militaro-industriel et universitaire qui élabore les technologies s'oriente vers des pratiques ouvertes et interdisciplinaires².

Mais les communautés hippies vont rapidement périr. Leur manque de culture politique et d'organisation, leur spiritualisme bon marché prêtent le flanc à des querelles de pouvoir et à la mainmise de gourous. Pour la plupart issus de la petite bourgeoisie blanche,

les hippies ignorent totalement les populations locales largement plus pauvres des régions dans lesquelles ils s'installent. Incapables de faire cause commune, ils reproduisent la division sexuée des tâches et font preuve d'une grande dépendance en ne parvenant pas à subvenir à leurs besoins.

C'est donc muni de ce bagage contre-culturel que cette nouvelle élite regagne progressivement la place que le capitalisme lui assignait. Les technologies numériques sont vite perçues comme une prolongation de l'idéal cybernétique. Le *Whole Earth Catalog* fait la part de plus en plus belle aux derniers gadgets électroniques. Stewart Brand contribue à l'émergence du Well, une des communautés virtuelles pionnières, et organise la première Hacker's Conference. Il fonde une société de conseils et, enfin, devient une figure de *Wired*, magazine emblématique de la cyberculture.

Une partie des anciens contestataires contribuent à légitimer la massification de l'informatique en la présentant sous le jour inverse de ce qui les effrayait tant autrefois : conviviale, communautaire, réticulaire, libre, horizontale. Virtualité et interactivité prolongent l'expérience mystique et le rejet du monde physique d'autrefois. Il n'y pas eu de récupération, mais bien une collaboration facilitée par les origines sociales des ex-hippies et la superficialité de leur hostilité, non seulement à la technologie, mais aussi au capitalisme. La société de Stewart Brand propose ainsi des scénarios prospectifs et autres schémas de travail collaboratif pour les cadres dirigeants d'AT & T, Shell ou Volvo. Dans le contexte des années Reagan, dérégulation, flexibilité, intérim, sous-traitance, auto-entreprise, management par projet sont pour nos ex-hippies autant de façon de lutter contre la bureaucratie qu'ils détestaient. Inévitablement, la jonction avec le mouvement libertarien se fait, et notamment autour de *Wired*.

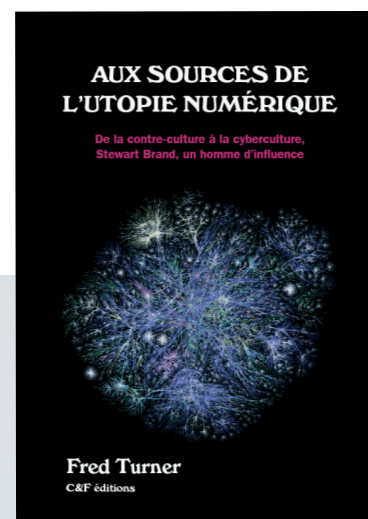
L'informatique personnelle réalise l'utopie cybernétique : marchés et informations en réseau sont des systèmes naturels puisque la nature est elle-même un système. Le capitalisme de l'information est un destin naturel qu'il est aussi vain de vouloir combattre que les lois des écosystèmes. L'information veut être libre, mais elle veut aussi rapporter des dollars. Jusqu'au jour où la bulle éclate. Alors le nœud du réseau est aussi un atome précaire de solitude et l'informatique, une matérialité avec son cortège de nuisances sur le monde du travail, la vie personnelle, la nature, les corps, les rythmes de vies, etc.

Cette histoire montre concrètement comment l'esprit du capitalisme s'est transformé dans les années 1990 à partir du tri effectué dans sa contestation : prise en compte de la critique artiste, rejet de la critique sociale, utilisation de la « liberté » contre la justice³. Un libéralisme culturel et politique porté par une classe moyenne supérieure à l'anticapitalisme très friable, séparé d'une critique radicale de la technologie, mais aussi de toute remise en question de sa propre domination sociale ne pouvait en effet que faire progresser le libéralisme économique. Perfectionner et faire inexorablement triompher l'adaptation du capitalisme à la société. Encore faut-il, au-delà des théories, des livres comme celui-ci, le prouver avec des faits et force détails.

Alexis

Groupe George-Orwell
de la Fédération anarchiste

1. Fred Turner, *Aux sources de l'utopie numérique. De la contre-culture à la cyberculture : Stewart Brand, un homme d'influence*, C&F éditions, 2012.
2. Tout cela est décrit en détail dans le livre de Jérôme Segal, *Le Zéro et le un. Histoire de la notion d'information au XX^e siècle*, Éditions Matériologiques, 2011. (Ndlr.)
3. Luc Boltanski, Ève Chiapello, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Gallimard, 2000.



Fred Turner, *Aux sources de l'utopie numérique*, C&F éditions, 2012.



Jeudi 10 octobre

10 heures>12 heures. **Chronique hebdo.** Analyse libertaire de l'actualité

Vendredi 11 octobre

14h30>16 heures. **Les oreilles libres.** Cinéma: rencontre avec Romain Sublon de la revue de cinéma strasbourgeoise *Cut* pour son troisième numéro.

Samedi 12 octobre

11h30>13h30. **Chronique syndicale.** Luites et actualités sociales

Dimanche 13 octobre

14 heures>15h30. **Tempête sur les planche.** Actualité du théâtre et de la danse. Don Quichotte! Défenseur du droit de rêver, face à une mutation matérialiste. Face à lui, Sancho Paza, en personnage brechtien. Est-ce le monde qui est fou?

Lundi 14 octobre

16 heures>18 heures. **Trous Noirs.** Luites sociales. Des résistances dans le secteur de la Santé, avec Antoinette Karlinsky (occupation de l'Hôtel-Dieu) et Daniel Cano (Hôpital de Longwy dans les mains du «social-business»).

Mardi 15 octobre

18 heures>19h30. **Pas de quartiers...** l'émission quinzomadaire du groupe Louise-Michel. Le métal dans tous ses états et ses riffs disséqué par Charles, Marc et Nicolas, mélomanes aguerris du groupe Louise-Michel. Tous à vos transistors à hydrogène.

Mercredi 16 octobre

18h30>20h30. **Femmes libres, femmes qui luttent, femmes qui témoignent.**

20h30>22h30. **Ras les murs.** Actualité des luites des prisonniers qui s'organisent contre l'enfermement et pour l'amélioration des conditions de détention.



Du nouveau à la Fédération anarchiste

Le groupe Nathalie Le Mel vient de naître en Gironde (33), vous pouvez le contacter à l'adresse nathalie-le-mel@federation-anarchiste.org

Le groupe Les Montagnes noires dans le Finistère (29) s'appelle désormais le groupe Le Ferment. Vous pouvez le joindre à l'adresse leferment@federation-anarchiste.org

Une troisième liaison vient d'apparaître dans le Gers (32). Elle s'appelle Anartiste 32 et vous pouvez la joindre à l'adresse anartiste32@federation-anarchiste.org

Une nouvelle liaison est présente à Colmar dans le Haut-Rhin (68). Son adresse mail est colmar@federation-anarchiste.org

La liaison de Troyes dans l'Aube (10) vient de se reformer. Son contact est troyes@federation-anarchiste.org

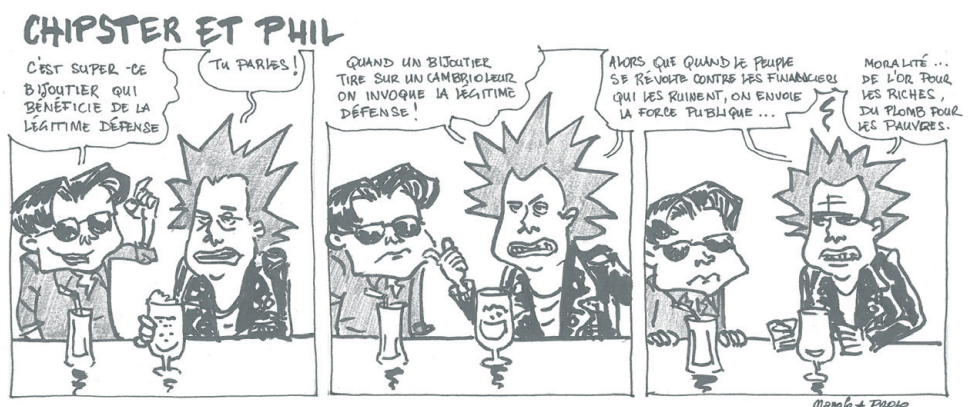
Erratum: Des coquilles se sont glissées dans le dernier Monde libertaire, le groupe de la FA de Limoges (87) est le groupe Armand Beure et son adresse mail est armand-beure@federation-anarchiste.org

La liaison Euskal Herria à Bayonne se situe dans les Pyrénées-atlantiques (64) et non dans les Landes (euskal-herria@federation-anarchiste.org) et enfin c'est un groupe Élisée Reclus qui est présent à Dax dans les Landes (40) et non une liaison (elisee-reclus@federation-anarchiste.org)

PROPAGANDE PROPAGANDE PROPAGANDE



L'actu en image



AGENDA

Vendredi 11 octobre

Rouen (76)

19h. Récital sans modération de chansons savoureuses et révoltées avec Badia, Denis Robert et Salvatore Panu.

A la librairie l'Insoumise, 128 rue Saint-Hilaire.

Paris XVIII^e

19h30. Conférence animée par Simon Luck à la bibliothèque La Rue. Positions anarchistes face au vote: instrument de démocratie ou de dictature de la majorité, le vote est perçu de diverses façons dans les mouvements radicaux. La question des modes de prise de décision, centrale chez les anarchistes, est un véritable enjeu, entre volonté d'efficacité et souci d'égalité.

10 rue Robert-Planquette. Entrée libre et gratuite. Pour en savoir plus, consultez le site de la bibliothèque bibliotheque-larue.over-blog.com

Samedi 12 octobre

Paris XI^e

16h30. Rencontre-débat avec Lucio, maçon, anarchiste et faussaire.

Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Mardi 15 octobre

Paris XX^e

19h. Grand-angle-libertaire.net organise une rencontre publique avec Cédric Durand et Anselm Jappe sur le thème «De quoi L'Europe est-elle le nom?».

Au Lieu-Dit, 6, rue Sorbier.

Besançon (25)

20h30. Conférence-débat organisée par le groupe Proudhon de la avec Rodrigo, membre de la bibliothèque Terra libre (Sao Paulo, Brésil) sur le thème «La situation et les luttes sociales au Brésil».

A la librairie L'Autodidacte, 5 rue Marulaz.

Mercredi 16 octobre

Besançon (25)

20h. Débat sur l'économie de don : « Vivre sans argent, un projet de société ? Vers la création d'une société sans échanges monétaires ». Débat organisé par Resto Trottoir, avec : Benjamin, expérimentateur d'une vie sans argent depuis plus de trois ans ; Michelle, du SEL de Besançon ; Philippe, autour de son dernier livre *Une poignée de riches des milliards de pauvres !*

A la librairie L'Autodidacte, 5 rue Marulaz.

Vendredi 18 octobre

Besançon (25)

20h30. Conférence-débat organisée par les Amis de l'Autodidacte, avec Chantal Guillaume, professeur de philosophie en Franche-Comté et membre de l'association d'étude fourriériste, autour de son livre : *Charles Fourier ou la pensée en contre-marche*.

A la librairie L'Autodidacte, 5 rue Marulaz.

Samedi 19 octobre

Marseille (13)

17h. Les GARI : Groupes d'action révolutionnaires internationalistes

(1974) par Arthur et Gilbert au CIRA 50 rue Consolat.

Entrée libre. cira.marseille@free.fr

Samedi 26 octobre

Paris XI^e

17 h. Venez chanter à la librairie du Monde libertaire avec Moustache et ses cahiers de paroles, Brassens, Renaud et quelques autres....

Librairie du monde libertaire, 145, rue Amelot.

Entrée libre.

Week-end

du 12-13 octobre

Poitiers (86)

Forum anti-répression 2013

Première journée :

14 h. Pour le droit au logement et contre le contrôle social.

16h30. Du ghetto des cités à la prison.

18h. Pause casse-croûte.

20h. Les atteintes à la liberté de manifester à Poitiers et ailleurs.

22h. Discussion sur les moyens de notre autodéfense.

Des tables de presse seront sur place tout le week-end.

Deuxième journée :

De 10 heures à 12 heures. Table ronde entre les différents collectifs et individus luttant contre la répression. Des tables de presse seront sur place tout le week-end.

Entrée libre et gratuite.



Laurent Valambreuse
LIBRAIRIE
PUBLICO
www.librairie-publico.com

Imprimerie 34
Toulouse

PRÉSENTE

T'ES ROCK COCO?

du 10 oct

EXPO
IN LIVE

AU 31 Juin 2014

PEINTURES
AFFICHES FLYERS
LIVRES - JOURNAUX
SCOOPITONES



AU DEBUT DE
CHAQUE MOIS

le monde
libertaire

TE DANS TOUS LES
ou 3, rue Ternaux - PARIS



gotoleo.canalblog.com



editions-libertaires.org

Laurent Melon